

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger (Pays à demi-tarif)	50 fr.	30 fr.
Étranger (Pays à plein tarif)	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste : Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petite que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

Par décret en date du 21 octobre 1938, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies Mr. GRADASSI (Marc-Antoine), administrateur en chef des colonies, est chargé, par intérim, des fonctions de Commissaire de la République au Togo, pendant l'absence du titulaire.

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1938

13 janvier	— Loi portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer. (Arrêté de promulgation n° 620 du 10 novembre 1938).	710
3 mai	— Décret portant application du code de justice militaire pour l'armée de mer. (Arrêté de promulgation n° 621 du 10 novembre 1938).	710
21 août	— Décret relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (albums d'images et autres albums, couvertures d'albums photographiques et pour collections, images et impressions en décalcomanie, cartes postales, impressions diverses sur papier, carte ou carton). (Arrêté de promulgation n° 622 du 10 novembre 1938).	711
12 octobre	— Décret approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe du budget local du Togo, pour l'exercice 1938. (Arrêté de promulgation n° 638 du 19 novembre 1938).	712

12 octobre	— Décret rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret du 25 août 1937, portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire. (Arrêté de promulgation n° 644 du 23 novembre 1938).	715
20 octobre	— Décret accordant aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun la rétroactivité coloniale prévue par le décret du 2 mars 1912. (Arrêté de promulgation n° 645 du 23 novembre 1938).	715
21 octobre	— Décret chargeant un administrateur en chef des colonies des fonctions de Commissaire de la République par intérim au Togo. (Arrêté de promulgation n° 652 du 24 novembre 1938).	716

ACTES DU POUVOIR LOCAL

26 octobre	— N° 2016 bis — Circulaire relative à l'éducation physique et aux sports au Togo.	716
27 octobre	— N° 604 — Arrêté modifiant les tarifs pour le transport des voyageurs.	723
12 novembre	— N° 625 — Arrêté approuvant et rendant exécutoires certains rôles supplémentaires de l'exercice 1938.	723
22 novembre	— N° 642 — Arrêté fixant l'époque et les parties du Territoire où il sera procédé à un classement partiel de vérification basé sur l'examen réel des véhicules recensés et classés et désignant les militaires des forces de police du Togo, chargés de ces opérations.	725
23 novembre	— N° 643 — Arrêté fixant les pourcentages de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935.	725

24 novembre	—	N ^o 648 — Arrêté tendant à modifier les articles 2 et 4 de l'arrêté n ^o 97 du 12 février 1938 fixant le mode de rétribution des heures supplémentaires.	726
24 novembre	—	N ^o 649 — Arrêté portant création du canton de Glidji.	726
24 novembre	—	N ^o 651 — Arrêté fixant à 10 le coefficient du franc-or servant à établir les taxes des colis postaux au départ du Togo vers l'étranger ou en transit par l'étranger.	726
25 novembre	—	N ^o 856 — Décision abrogeant la décision n ^o 190 du 17 mars 1938 interdisant la vente des arachides dans le cercle de Sokodé.	727
Nominations, mutations etc.	concernant le personnel.		727
Divers			734
1937 Textes publiés à titre d'information.			
3 juin	—	Décret relatif à l'organisation du personnel des administrateurs des colonies	737

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications.

Association des anciens combattants.	737
Domaines.	738

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Code de justice militaire pour l'armée de mer

ARRETE N^o 620 promulguant au Togo la loi du 13 janvier 1938 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 13 janvier 1938 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer;

Vu la circulaire ministérielle n^o 38 — C. G. en date du 5 octobre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 13 janvier 1938 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

(Pour le texte de la loi voir J. O. R. F. n^o 17 du 21 janvier 1938 — pages 946 et suivantes).

ARRETE N^o 621 promulguant au Togo le décret du 3 mai 1938 portant application du code de justice militaire pour l'armée de mer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 13 janvier 1938 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer, promulguée au Togo par arrêté n^o 620 du 10 novembre 1938;

Vu le décret du 3 mai 1938 portant application du code de justice militaire pour l'armée de mer;

Vu la circulaire ministérielle n^o 38 — C. G. en date du 5 octobre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 mai 1938 portant application du code de justice militaire pour l'armée de mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 30 avril 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 276 du code de justice maritime du 13 janvier 1938 a prévu l'entrée en application immédiate des dispositions des livres II et III du code, celles du livre I^{er} ne devant être appliquées qu'ultérieurement, dans les six mois suivant la promulgation de la loi, à une date fixée par décret.

Le décret que je sou mets ci-joint à votre approbation a pour objet de fixer cette date.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 276 de la loi du 13 janvier 1938 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer;
Sur le rapport du ministre de la marine;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du livre I^{er} du code de justice militaire pour l'armée de mer du 13 janvier 1938 entreront en application le 13 juillet 1938.

A cette même date, le code de justice militaire pour l'armée de mer du 4 juin 1858 sera définitivement abrogé.

ART. 2. — Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 mai 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Indication d'origine

ARRETE N° 622 promulguant au Togo le décret du 21 août 1938 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (albums d'images et autres albums, couvertures d'albums photographiques et pour collections, images et impressions en décalcomanie, cartes postales, impressions diverses sur papier, carte ou carton).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 21 août 1938 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (albums d'images et autres albums, couvertures d'albums photographiques et pour collections, images et impressions en décalcomanie, cartes postales, impressions diverses sur papier, carte ou carton);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 août 1938 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (albums d'images et autres albums, couvertures d'albums photographiques et pour collections, images et impressions en décalcomanie, cartes postales, impressions diverses sur papier, carte ou carton).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances;

Vu la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment son article 1^{er} ainsi conçu :

« Des décrets rendus en la forme de règlement d'administration publique sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine »;

Vu la loi du 31 décembre 1936, article 15;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle en date du 25 avril 1938;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après :

a) Les albums d'images et autres albums (à l'exclusion des albums illustrés en noir ou en couleurs avec texte interprétatif considérés comme livres dans le commerce de la librairie) (n°s 467 et 491 *ter* du tarif des douanes);

b) Les couvertures d'albums photographiques et pour collections (n° 491 *bis* du tarif des douanes);

c) Les images et impressions en décalcomanie sur papier ou carte (n° 469 *quinquies* du tarif des douanes);

d) Les cartes postales (n° 469 *sexies* du tarif des douanes);

e) Les impressions obtenues par les procédés lithographiques et assimilés, telles que gravures, similitudes, photogravures, photocollographies et similaires, estampes, lithographies, chromos, étiquettes et dessins de toute sorte, etc., y compris les calendriers et annonces commerciales, ainsi que les intérieurs d'albums pour photographies et à collections (n°s 469, 469 *bis*, 468 *ter* et Ex. 461 I à M du tarif des douanes);

f) Les impressions typographiques et assimilées, comprenant les imprimés de tout genre, en noir ou en couleur, avec ou sans illustrations (n°s 470 et Ex. 461 I à M du tarif des douanes);

g) Les étiquettes, habillages, étuis, boîtes, conditionnements, etc., en papier, carte ou carton, revêtus d'impressions (n°s 469-470 et Ex. 464 et 464 *ter* du tarif des douanes).

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter l'indication de leur origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

En ce qui concerne les étiquettes, habillages, étuis, boîtes, conditionnements, etc., cette indication consistera en une mention explicite, en français ou en langue étrangère, spécifiant qu'elle ne s'applique qu'aux impressions figurant sur lesdits articles, afin de ne créer aucune confusion sur l'origine du produit ainsi étiqueté, habillé, contenu ou conditionné.

L'indication de l'origine de ces étiquettes, habillages, étuis, boîtes, conditionnements, etc., pourra, au surplus, être masquée lors de la présentation à l'acheteur des produits français ainsi habillés ou conditionnés.

Pour les marchandises désignées ci-après, cette indication doit être apposée de la manière suivante :

a) Albums simplement cartonnés, à images, à collections ou à dessins, en noir ou en couleur; albums à décalcomanies; albums à constructions et autres albums.

Au bas de la première page de la couverture, en caractères de 3 millimètres au moins de hauteur, à 3 centimètres au moins du bord de l'album;

b) Couvertures d'albums photographiques et pour collections.

Au verso de la couverture, en bas et à gauche;

c) Tableaux-réclames, affiches, blocs pour calendriers imprimés recto ou verso, images, feuilles de découpage et de construction, décalcomanies en tous genres et autres impressions.

Au recto et en bas, à un centimètre au moins du bord;

d) Petits calendriers et petites images : à 2 millimètres au moins du bord;

e) Cartes postales illustrées : au recto (côté adresse), à l'emplacement de la ligne de séparation;

f) Étiquettes : au recto, au milieu et à un centimètre au moins du bord inférieur;

g) Petites étiquettes de moins de 25 centimètres carrés : au recto, à 2 millimètres au moins du bord inférieur;

h) Catalogues, prix-courants : au bas de la première page de la couverture, à 3 centimètres au moins du bord, en caractères de 3 millimètres au moins de hauteur;

i) Petits catalogues et petits prix-courants, prospectus ne dépassant pas 14×18 : au bas de la première page de la couverture, à un centimètre au moins

du bord, en caractères de 2 millimètres au moins de hauteur;

j) En-têtes de lettres, factures, cartes commerciales : au recto et en bas, à un centimètre au moins du bord, ou sur le côté gauche, à l'endroit habituel où s'inscrivent les firmes d'imprimeurs;

k) Petites cartes commerciales : au recto, à 2 millimètres au moins du bord;

l) Enveloppes : sur la patte, à un centimètre au moins du bord;

m) Habillages, boîtes, étuis, conditionnements : au recto de la partie contenant la désignation principale du produit, visible par l'acheteur, en bas, à un centimètre au moins du bord;

n) Petits habillages, petites boîtes, petits étuis, petits conditionnements, dont la surface principale est de 25 centimètres carrés (maximum) : au recto de la partie contenant la désignation principale du produit, visible par l'acheteur, en bas, à 2 millimètres au moins du bord.

Sont dispensés de l'obligation de la marque d'origine tous imprimés, catalogues, plans, dessins accompagnant l'outillage, les machines et le matériel importés de l'étranger.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur immédiatement pour tous les articles repris à l'article 1^{er}, qui étaient déjà visés par les décrets des 18 juin 1934, 28 août 1935 et 4 décembre 1936, et deux mois après sa publication au *journal officiel* pour les autres marchandises.

Toutefois, les produits étrangers nouvellement visés par le présent décret, qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur, pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente ou vendus, si le vendeur en indique expressément à l'acheteur le pays d'origine par une mention spéciale sur la facture.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits étrangers.

ART. 4. — Les décrets des 18 juin 1934, 28 août 1935, 4 décembre 1936 sont abrogés.

ART. 5. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *journal officiel*.

Fait à Vizille, le 21 août 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

Fernand GENTIN.

Le ministre des finances,

Paul MARCHANDEAU.

**Budget de l'exploitation du chemin
de fer et du wharf du Togo**

ARRETE N° 638 promulguant au Togo le décret du 12 octobre 1938 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture

de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe du budget local du Togo, pour l'exercice 1938.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 12 octobre 1938 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe du budget local du Togo, pour l'exercice 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 octobre 1938 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe du budget local du Togo, pour l'exercice 1938.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu le décret du 21 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Togo et les textes qui l'ont modifié;

Vu le mandat conféré à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 118 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 24 février 1938 portant approbation du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, pour l'exercice 1938;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 545 pris par le Commissaire de la République au Togo en conseil d'administration, le 21 septembre 1938, et portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe du budget local, du Togo pour l'exercice 1938.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 octobre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ARRETE No 545 portant ouverture et annulation de crédits au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe du budget local, exercice 1938.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté no 201 du 7 avril 1938 promulguant au Togo le décret du 24 février 1938, portant approbation du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1938;

Vu l'arrêté no 370 du 27 juin 1938 portant ouverture et annulation de crédits, transmis au département aux fins d'approbation par décret suivant lettre no 849 S. T. en date du 15 juillet 1938 du Gouverneur Général de l'A. O. F. Haut Commissaire de la République au Togo;

Sur la proposition de l'ingénieur principal des travaux publics des colonies, chef du service des travaux publics et des transports du Togo;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 21 septembre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts et annulés au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, annexe du budget local du Togo, exercice 1938, les crédits ci-après :

SECTION PREMIERE Dépenses de l'Exploitation		CREDITS	
		OUVERTS	ANNULES
Chapitre Premier Personnel du Réseau			
ART. 1 ^{er} . — Services généraux			
§ 1. — Personnel européen	58.000		26.000
§ 2. — Personnel indigène			
ART. 2. — Exploitation			
§ 1. — Personnel européen			14 000
§ 2. — Personnel indigène			23 000
ART. 3. — Voie & bâtiments			
§ 1. — Personnel européen			39.000
§ 2. — Personnel indigène	22.000		
ART. 4. — Matériel & traction			
§ 1. — Personnel européen			11.000
§ 2. — Personnel indigène	58.000		
ART. 5. — Transports et déplacements			
§ 1. — Indemnités de déplacement.	1.000		
§ 2. — Frais de transport du personnel.			22.000
§ 3. — Frais d'hospitalisation	1.000		
ART. 6. — Dépenses des exercices antérieurs			
			5.000
TOTAL des crédits du Ch. I	140.000	140 000	

Chapitre II
Personnel auxiliaire
et main d'œuvre indigène du réseau

ART. 1^{er}. — Services généraux

§ 1. — Salaires

CREDITS

OUVERTS ANNULÉS

13.435

ART. 2. — Exploitation

§ 1. — Salaires

80.000

ART. 3. — Voie et bâtiments

§ 1. — Salaires

95.000

TOTAL des crédits du Ch. II .

188.435

Chapitre III
Matériel du Réseau

ART. 1^{er}. — Services généraux

§ 1 — Fournitures de bureau

1.910

§ 2 — Médicaments

55

§ 3 — Achat de mobilier

22.630

§ 4 — Matières non classées

2.120

§ 5 — Eclairage électrique

490

§ 6 — Essence et accessoires
d'auto. et draisine

9.050

ART. 2. — Exploitation

§ 1 — Fournitures de bureau

21.545

§ 4 — Eclairage et graissage

1.820

§ 5 — Bascules, bâches,

horlogerie.

4 089

§ 6 — Matières non classées

6.965

ART. 3. — Voie et bâtiments

§ 1 — Fournitures de bureau

2.500

§ 2 — Matériel, dessin et
instruments

550

§ 3 — Matériel de construc-

tion.

31.125

§ 4 — Bois

11.300

§ 5 — Matériaux divers

4.000

§ 6 — Peintures et divers

2.075

§ 7 — Matières textiles et
filamenteuses.

1.550

§ 9 — Matériel d'incendie

2.100

§ 10 — Quincaillerie et serru-

rie

4.375

§ 13 — Installations électri-

ques

20.050

§ 14 — Outillage

20.050

§ 15 — Matériel de voie et
d'adduction

57.150

§ 16 — Frais de transport par

draisine

1.500

§ 17 — Matières non classées

1.600

ART. 4. — Matériel et traction

§ 1 — Fournitures de bureau

550

§ 2 — Combustibles

370.580

§ 4 — Eclairage électrique
et essence

4.750

§ 6 — Matières textiles et
filamenteuses

5.350

A reporter

507.834

86.920

	CREDITS	
	OUVERTS	ANNULES
<i>Report</i>	507.834	86.920
§ 8 -- Peintures et vernis	10.110	
§ 9 -- Bois		6.500
§ 10 -- Métaux	1.500	
§ 11 -- quincaillerie, serrurerie		1.300
§ 12 -- Outillage	2.850	
§ 13 -- Rechanges pour matériel roulant		13.450
§ 14 -- Rechanges pour locomotives	18.500	
§ 17 -- Force motrice électrique	61.800	
§ 18 -- Rechanges pour draines	490	
TOTAL des crédits du Ch. III	603.084	108.170
Chapitre V Dépenses imprévues du réseau		
ART. 1^{er}		
§ 1 -- Frais de procès, pertes etc.		6.000
§ 2 -- Dépenses imprévues		17.513
ART. 2.		
§ 1 -- Dépenses des exercices antérieurs	104	
TOTAL des crédits du Ch. V	104	23.513
Chapitre VI Personnel du wharf		
ART. 1^{er}		
§ 1 -- Personnel européen	42.000	3.000
§ 2 -- Personnel indigène		
ART. 2.		
§ 2 -- Frais de transport de personnel		7.000
ART. 3. — Dépenses des exercices antérieurs		4.000
TOTAL des crédits du Ch. VI	42.000	14.000
Chapitre VIII Matériel du wharf		
ART. 1^{er}. — Matériel		
§ 3 -- Huiles à graisser	75	
§ 4 -- Eclairage et entretien du phare	4.000	
§ 6 -- Matières textiles et filamenteuses.	1.300	
§ 9 -- Matériel du service de rade.	19.000	
§ 11 -- Outillage		550
§ 14 -- Matériel de maintenance.		16.000
§ 15 -- Matières non classées	235	
TOTAL des crédits du Ch. VIII	24.610	16.550

	CREDITS	
	OUVERTS	ANNULES
Chapitre X Dépenses Imprévues du wharf		
ART. 1^{er}		
§ 1 -- Frais de procès, pertes etc.		5.000
Chapitre XI Dépenses communes		
ART. 1^{er}		
§ 5 -- Versement au fonds de renouvellement		220.000
Récapitulation de la 1^{re} Section		
DEPENSES EXTRAORDINAIRES		
Ch. I -- Personnel du réseau	140.000	140.000
Ch. II -- Main d'œuvre du réseau	188.435	
Ch. III -- Matériel du réseau	603.084	108.170
Ch. V -- Dépenses imprévues du réseau	104	23.513
Ch. VI -- Personnel du wharf	42.000	14.000
Ch. VIII -- Matériel du wharf	24.610	16.550
Ch. X -- Dépenses imprévues du wharf		5.000
Ch. XI -- Dépenses communes		220.000
TOTAL des crédits de la 1^{re} section	998.233	527.233
Annulations à déduire	527.233	
Reste aux crédits ouverts	471.000	
SECTION DEUXIEME Dépenses extraordinaires		
ART 1^{er}. — Prélèvement sur le fonds de renouvellement.		
§ 13. — Nouveau-remboursement de la retenue de garantie pour construction pendant l'année 1936 d'un poste de transformation aux ateliers du chemin de fer	3.600	

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ces crédits supplémentaires au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve de l'exploitation pour insuffisance momentanée de recettes pour la section première et, au moyen d'un prélèvement sur le fonds de renouvellement de l'exploitation pour la section deuxième.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 septembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

**Cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite
et de liquidation judiciaire**

ARRETE N° 644 promulguant au Togo le décret du 12 octobre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret du 25 août 1937, portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 12 octobre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire;

Vu la circulaire ministérielle n° 8.087 en date du 16 octobre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 octobre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable aux colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret susvisé du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et aux journaux officiels des Territoires visés à l'article 1^{er} et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 octobre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Rétroactivité coloniale

ARRETE N° 645 promulguant au Togo le décret du 20 octobre 1938 accordant aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun la rétroactivité coloniale prévue par le décret du 2 mars 1912.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 20 octobre 1938 accordant aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun la rétroactivité coloniale prévue par le décret du 2 mars 1912;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 octobre 1938 accordant aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun la rétroactivité coloniale prévue par le décret du 2 mars 1912.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1912 réglant le statut du personnel des douanes coloniales et, ensemble, les textes subséquents qui l'ont modifié;

Sur le rapport des ministres des colonies et des finances;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une rétroactivité d'un mois par six mois complets de présence est applicable aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun dans les conditions prévues par l'article 4 du décret du 2 mars 1912.

ART. 2. — Les ministres des colonies et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 octobre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le ministre des finances,

Paul MARCHANDEAU.

Intérim des fonctions de Commissaire de la République au Togo

ARRETE N° 652 promulguant au Togo le décret du 21 octobre 1938 chargeant un administrateur en chef des colonies des fonctions de Commissaire de la République par intérim au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 21 octobre 1938 chargeant un administrateur en chef des colonies des fonctions de Commissaire de la République par intérim au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 octobre 1938 chargeant un administrateur en chef des colonies des fonctions de Commissaire de la République par intérim au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives au Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. Gradassi (Marc Antoine) administrateur en chef des colonies est chargé, par intérim, des fonctions de Commissaire de la République au Togo, pendant l'absence du titulaire.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 octobre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Education physique et sports

CIRCULAIRE n° 2016 bis

La présente circulaire a : pour but de compléter les dispositions de l'arrêté n° 420 du 25 juillet 1927 instituant un service de l'éducation physique et des sports au Togo.

I° — L'éducation physique et les sports sont représentés au Togo par :

- a) Le service de l'éducation physique et des sports.
- b) La Fédération des Sports du Togo, qui groupe les Sociétés majeures du Territoire.
- c) Les groupements post-scolaires ou sociétés non affiliées à la Fédération.
- d) Les groupements scolaires de toutes les écoles du Territoire.

II° — Les subventions qui peuvent être allouées par le gouvernement du Togo, sont les suivantes :

- a) Dotation en matériel mobile et équipement.
- b) Création et entretien des terrains.
- c) Subventions en espèces (exceptionnellement).

III° — Documents à fournir au service de l'éducation physique.

Ces documents seront fournis chaque année au 15 décembre, au service de l'éducation physique et des sports. Voir modèle 1, 2, 3,).

Ils résumeront :

- a) Les résultats obtenus au cours de l'année.
- b) La situation des terrains.
- c) La situation globale du matériel ou des crédits.
- d) La demande de matériel pour l'année suivante.

Ils permettront au service de l'éducation physique et des sports :

- a) De faire le rapport annuel à adresser au Département.
- b) De faire le reconstituer du matériel pendant les vacances.

Les modèles 1 et 2 seront fournis :

1° — Par le chef du service de l'enseignement pour l'ensemble des écoles officielles.

2° — Par les chefs des Missions (s/c. enseignement), pour l'ensemble de leurs écoles privées.

3° — Par le Président de la Fédération des Sports pour toutes les sociétés qu'il groupe.

4° — Par chaque président de société agréé.

Le modèle 3 sera fourni par toute école ou société.

Voie à suivre — Cf. tableau joint.

Chaque autorité émet son avis. Les administrateurs joignent à leur envoi les renseignements relatifs aux installations fixes à réaliser sur les terrains qu'ils sont chargés de créer et d'entretenir, en précisant les aménagements susceptibles d'être réalisés par les ressources locales et le montant approximatif des crédits à : prévoir pour chacun d'eux.

Contrôle des résultats. — Les résultats obtenus sont contrôlés par :

Le chef du service de l'éducation physique et des sports, pour l'ensemble.

Le chef du service de l'enseignement pour toutes les écoles.

Le chef de circonscription en ce qui concerne les écoles privées et les sociétés non affiliées à la Fédération.

Entretien et conservation du matériel. — La conservation et l'entretien du matériel incombent au personnel chargé de la mettre en œuvre. C'est-à-dire :

- a) Au président de la Fédération.

b) Aux présidents des sociétés agréées, non affiliées à la Fédération.

c) Aux moniteurs d'éducation physique, à défaut de personnel désigné à cet effet par les directeurs d'écoles, (officielles ou privées).

Ce matériel est inscrit sur un registre qui sera demandé et vérifié par les autorités chargées du contrôle des résultats.

Ce registre comportera :

1^o — La date de réception, le nombre et la nature de matériel reçu.

2^o — Les subventions reçues — leur emploi.

Prescriptions spéciales aux écoles :

a) Visite médicale des élèves au début de l'année scolaire. Etablissement des fiches physiologiques.

b) Visite médicale en fin d'année, visa et mise à jour des fiches physiologiques.

c) Visite médicale mensuelle (cf. note n° 159 s/s du 7 juillet 1938).

Fiches physiologiques. — Voir modèle ci-joint. Sont à tenir obligatoirement dans toutes les écoles et pendant toute la durée de la scolarité.

Examen d'éducation physique. — Sont prévus par arrêté n° 165 du 16 mars 1933.

Performances à réaliser : cf. fiche jointe.

Stage d'éducation physique des moniteurs. — A lieu en principe en janvier. Les moniteurs sont désignés par décision du gouverneur prise sur proposition du chef du service de l'enseignement.

Toute circulaire ou disposition antérieure, non conforme aux prescriptions ci-dessus, est abrogée.

Lomé, le 26 octobre 1938.

*Le gouverneur des colonies,
Commissaire de la République au Togo,
L. MONTAGNÉ.*

Mod. N° 1

TERRITOIRE DU TOGO

PLACÉ SOUS LE MANDAT

DE LA FRANCE

SERVICE DE L'ÉDUCATION

PHYSIQUE ET DES SPORTS

Inventaire du matériel d'éducation physique

EN SERVICE (1)

au 1^{er} Décembre 1938 (2)

MATÉRIEL NON CONSOMMABLE (a)				MATÉRIEL CONSOMMABLE DANS UN TEMPS FIXE (b)				Matériel considéré consommable dès livraison (c)		OBSERVATIONS
SERVICE AU 1 ^{er} DÉCEMBRE 1938	Prévision pour 1938	EN SERVICE AU 1 ^{er} DÉCEMBRE 1938	Prévision pour 1938	EN SERVICE AU 1 ^{er} DÉCEMBRE 1938	Prévision pour 1938	DURÉE CONSOMMABLE FIXÉE		PRÉVISION POUR 1938	NOMBRE	
Anneaux		Echelle perroquet		Ballon foot-ball		Un an		Ballon cuir p. jeu		
Boulets 5 kilos		Embout pompe		Ballon B. B.		Deux ans		Balles tennis		
Boulets 6 kilos		Javelots		Ballon V. B.		Deux ans		Vessies bal. F. B.		
Boulets 7 k. 257		Pompes club		Culotte sport		Deux ans		Vessies bal. B. B.		
Cordes lisses		Tire-lacets		Filets Volley B.		Quatre ans		Caoutchouc S. H.		
Cordes à nœuds		Toise hauteur		Filets tennis		Cinq ans				
Cercles B. B.		Toise enverg.		Filet de but		Cinq ans				
Chronomètre		Règlem. E. P. 1.		Filet Bask. ball		Un an				
Disques		Règlem. E. P. 2.								
Echelle double		Treuil tennis								

NOTA — Le matériel des catégories a et b, pourra être, suivant décision du chef du service, lors d'une de ses inspections, soit refermé, soit réparé. En principe, le chef du service passera dans les centres scolaires au début de chaque année scolaire.

(1) Dans les écoles officielles du Territoire, dans les écoles de la Mission Catholique, écoles de la Mission Prottestante, à la Fédération des sports, de la société

(2) A faire parvenir au Gouverneur Commissaire de la République au Togo (timbre Education Physique le 15 décembre de chaque année avec les modèles 2 et 3).

A le 1938

LE DIRECTEUR de

TERRITOIRE DU TOGO

Modèle N° 2

PLACÉ SOUS LE MANDAT
DE LA FRANCE

AVIS

des différentes autorités hiérarchiques

Rapport succinct sur les Résultats Obtenus

Rayer la mention inutile { 1 — Par les sociétés sportives . . . (1).
2 — Par les groupements scolaires de (1).

PENDANT LA PERIODE

du 1^{er} décembre 193 au 1^{er} décembre 193

A faire parvenir au Gouverneur, Commissaire de la République (timbre Education Physique) pour le 15 décembre avec modèle 1 et 2.

(1) Mettre le nom du groupement ou de la Société.

a) — Chef secteur scolaire ou commandant de cercle.

b) — Commandant cercle ou chef de mission.

c) — Chef service enseignement.

d) — Chef service éducation physique et sports.

e) — Décision du Gouverneur

Commissaire de la République au Togo

RESULTATS OBTENUS

Noms des Sociétés ou Ecoles	Stationnement	Dirigeants ou Moniteurs	Nombre d'Elèves ayant suivi d'E. P. ou nombre d'adhérents par les Sociétés				Nombre d'Equipes (1)	Nombre moyen de leçons d'E. P. effectué mensuellement par chaque élève	Nombre d'élèves ou d'adhérents ayant obtenu le brevet d'E. P.		Aménagements fiches (2) à la disposition des groupements ou Sociétés à énumérer ou faire renvoi aux fiches (3)	Moyen Financier		Matériel (4) A énumérer ou à faire renvoi aux fiches (3)	OBSERVATIONS
			Cycle Elémentaire		Cycle Secondaire				1 ^o degré	2 ^o degré		Cotisation	Subvention		
			Garçons	Filles	Garçons	Filles									

(1) Propositions diverses pour moniteurs et instituteurs ou dirigeants
(citation, lettre de félicitation, gratification, récompenses).

Appréciation d'ensemble. Désiderata.

A le 193

Signature,

(4) B.F.B. = Ballon de Foot-ball
B.V.B. = Ballon Volley-ball
B.B.B. = Ballon Bask-ball
C.T. = Corde traction
C.G. = Corde grimper
B.P.B. = Ballon Pust ball

(3) De l'année
Résultats au 1^{er} décembre

(2) P. = Portique
B. D. = Barre double
B. F. = Barre fixe
S. L. = Sautoir longueur
S. H. = Sautoir hauteur

(1) F. B. = Foot-ball
B. B. = Basket-ball
V. B. = Volley-ball
E. P. = Education Phys.
T. = Tennis
Tir = Tir
A. = Athlétisme
B. = Boule
H. = Hippisme

TERRITOIRE DU TOGO

Modèle n° 3

PLACÉ SOUS LE MANDAT
DE LA FRANCE

FICHE DE TERRAIN

Service de l'Education Physique
et des Sports

D'EDUCATION PHYSIQUE

A faire parvenir chaque année au Gouverneur, Commissaire de la République, timbre Education Physique pour le 15 décembre avec les modèles 1 et 2.

- A) — NOM DU TERRAIN
B) — NOM DE L'ÉCOLE
C) — ENSEIGNEMENT
D) — CERCLE
E) — SCHEMA DU TERRAIN INDIQUANT

1° — Dimensions

2° — Orientation

3° — Installations fixes réalisées.

Abréviations à utiliser .

B. B. = terrain basket-ball
B. D. = Barre double
B. F. = Barre fixe
B. P. = Barre parallèle
C. C. = Court ciment
C. T. B. = Court terre battue
Di. = Terrain lancement disque
F. B. = Foot-ball

M. = Mur
P. E. = Poutre pour équilibre
Po. = Terrain lancement poids
Pr. = Portique
S. H. = Sautoir hauteur
S. L. = Sautoir longueur
V. B. = Terrain volley-ball

PLAN DU TERRAIN

F) — ENUMERATION DES INSTALLATIONS FIXES EN PROJET

Matériel en service, non prévu
au tableau ci-contre

SITUATION DU MATERIEL MOBILE D'E. P.

EN SERVICE A LA DATE DU 1^{er} DECEMBRE 19.....

DATE D'EXPEDITION DE LOMÉ		OBSERVATIONS
1	Anneaux(paires)	
2	Ballon pour lancer	
3	Barre fixe démontable	
4	Ballon de foot-ball	
5	Ballon Bask-ball	
6	Bâtons de gymnastique	
7	Cordes à nœuds	
8	Cordes lisses	
9	Cordes de traction	
10	Cercles de B. B.	
11	Disques	
12	Echelle à perroquet	
13	Echelle double	
14	Filet de Volley-ball	
15	Filet de tennis	
16	Javelot	
17	Passc-lacet	
18	Pompe de Club	
19	Poids de 5 kilos	
20	Poids de 6 kilos	
21	Poids de 7 kg 25	
22	Treuille filet tennis	
23	Trapèze	
24	Toise hauteur	
25	Toise envergure	
26	Tire-lacet	
27	Vessies ballon F. B.	
28	Vessies ballon B. B.	
29	Filet de Bask-ball	
30	Règlement d'E. P.	

A le 19.....

Le

SERVICE DE L'EDUCATION
PHYSIQUE ET DES SPORTS

TABLEAU DES EPREUVES

à accomplir pour l'obtention des

CERTIFICATS D'EDUCATION PHYSIQUE

ELEMENTAIRE
SECONDAIRE
SUPERIEUR

NATURE DES EPREUVES	PERFORMANCES MINIMA					
	CERTIFICAT D'E. P. ELEMENTAIRE		CERTIFICAT D'E. P. SECONDAIRE		CERTIFICAT D'E. P. SUPERIEUR	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
<i>I — Course vitesse</i>	50 mètres 9 secondes	30 mètres 6 secondes	60 mètres 9 secondes	50 mètres 9 secondes	100 mètres 14 secondes	50 mètres 8 secondes
<i>II — Course résistance</i>			800 mètres 3 m. 30 sec.	400 mètres 2 minutes	1.000 mètres 3 m. 30 sec.	400 mètres 1 m. 50 sec.
<i>III — Saut hauteur avec élan</i>	0 m. 90 (1)	0 m. 80 (1)	1 m. 20 (6)	0 m. 90 (6)	1 m. 25 (11)	0 m. 95 (11)
<i>IV — Saut longueur avec élan</i>	3 m. 25 (2)	2 m. 75 (2)	4 m. (7)	3 m. (7)	4 m. 50 (12)	3 m. 25 (12)
<i>V — Grimper</i>	4 m. (3)	Néant	1 rétablis- sement et 3 m. de corde (8)	Néant	1 rétablis- sement et 5 m. 50 de corde (13)	Néant
<i>VI — Lancer</i>	1 balle placée de chaque main dans 1 cible de 1 m × 1 à 10 m. (4)	1 balle placée de chaque main dans 1 cible 1 m × 1 m à 8 m. (4)	5 kgs. à 14 m. addition des deux bras (9)	1 balle placée de chaque main dans 1 cible 1 m. × 1 m. à 9 m. (4)	5 kgr. 16 m. addition des deux bras (2)	1 balle placée de chaque main dans 1 cible 1 m. × 1 m. à 10 M. (4)
<i>VII — Lever porter</i>	Porter en équilibre sur la tête pendt. 20 m. une pierre de 5 kgs. (5)	Porter en équilibre sur la tête pendt. 20 m. une pierre de 5 kgs. (5)	Transport d'un fardeau de 30 kgs. à 50 m. en 20 secondes (10)	Transport d'un fardeau de 15 kgs. à 50 m. en 29 secondes (10)	Transport d'un fardeau de 50 kgr. à 30 m. en 30 secondes (10)	à 10 m. de dis- tance trans- port d'un fardeau de 20 kgs à 50 m. en 30 sec. (10)
<i>VIII — Equilibre</i>	Equilibre sur poutre placée à 1 mètre de hauteur d'abord sur jambe gauche, puis jambe droite, chaque exercice durant 5 secondes.		Exécution de deux assou- plissements dont 1 sur poutre combinés choisis par l'instruc- teur. Hauteur maximum de la poutre 1 m. 10.		Exécution de deux assou- plissements combinés dont 1 sur la poutre, choisis par l'ins- teur. Hauteur maximum de la la poutre 1 m. 30.	

CONDITIONS D'EXECUTION

C. E. P. ELEMENTAIRE	C. E. P. SECONDAIRE	C. E. P. SUPERIEUR
<p>(1) 3 essais sont accordés pour les hauteurs suivantes :</p> <p>Garçons : 0,70 — 0,75 — 0,80 — 0,85 — 0,90.</p> <p>Filles : 0,65 — 0,70 — 0,75 — 0,80.</p> <p>(2) 3 essais sont accordés.</p> <p>(3) Grimper à l'aide de pieds et descendre sans l'aide de pieds. La hauteur est calculée à partir des épaules.</p> <p>(4) Atteindre la cible en lançant au maximum 3 balles de la main droite et 3 balles de la main gauche.</p> <p>(5) Porter en équilibre en suivant la ligne droite de 10 mètres faire demi-tour et revenir au point de départ sans laisser tomber la pierre. Pendant le parcours utiliser couronne chiffon ou paille pour isoler la pierre de la tête.</p>	<p>(6) 3 essais sont accordés pour les hauteurs suivantes :</p> <p>Garçons : 0,90 — 0,95 — 1 m. — 1,05 — 1,10.</p> <p>Filles : 0,70 — 0,75 — 0,80 — 0,85 — 0,90.</p> <p>(7) 3 essais sont accordés.</p> <p>(8) Faire à la barre un rétablissement au choix; par renversement ou sur une jambe et grimper ensuite 3 mètres de corde lisse sans l'aide des pieds. Départ assis.</p> <p>(9) Lancer sans élan le boulet successivement des deux bras. 3 essais sont accordés pour chaque bras. Le lanceur ne devant toucher le sol (même avec les pieds) au delà de la ligne de lancement. Le meilleur jet de chaque bras est retenu pour rétablir le résultat définitif.</p> <p>(10) Mode de chargement libre. Chargement effectué sans aide d'aucune sorte.</p>	<p>(11) 3 essais sont accordés pour les hauteurs suivantes :</p> <p>Garçons : 1 m. 05 — 1 m. 10 — 1 m. 15 — 1 m. 20 — 1 m. 25.</p> <p>Filles : 0 m. 75 — 0 m. 80 — 0,85 — 0,90 — 0,95.</p> <p>(12) 3 essais sont accordés.</p> <p>(13) Exécuter au choix un rétablissement sur les avant-bras ou alternativement et grimper 5 m. 50 de corde lisse sans l'aide des pieds. Départ assis.</p>
<p>REMARQUE. — Les élèves ayant déjà obtenus le certificat d'E. P. élémentaire, peuvent concourir pour le C. E. P. Secondaire et ceux ayant le C. E. P. Secondaire pour le C. E. P. Supérieur.</p> <p>Les élèves ayant le C. E. P. Supérieur, n'ont pas besoin de se présenter à cet examen.</p>		

Tarifs du chemin de fer

ARRETE No 604 modifiant les tarifs pour le transport des voyageurs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté no 69 du 28 janvier 1929 approuvant l'ensemble des tarifs du chemin de fer du Togo;

Vu l'arrêté no 184 du 12 mai 1936 modifiant le texte du tarif spécial G. V. 4 (billets collectifs);

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer dans sa séance du 29 septembre 1938;

Sur la proposition de M. l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des transports du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 27 octobre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 2^e de l'article 48 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est modifié de la façon suivante :

2^o — Les ouvriers d'entreprises, les hommes de troupe ou miliciens, les membres des sociétés de scoutisme, sportives, musicales et artistiques voyageant par groupe d'au moins 20 personnes ou payant pour ce nombre bénéficieront du quart de place calculé sur le tarif général.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par radiotélégramme no 331 S. T. du 23 novembre 1938 du Gouverneur Général, Haut Commissaire de la République au Togo).

Rôles supplémentaires

Par arrêté n° 625 du :

12 novembre 1938. — Sont approuvés et rendus exécutoires certains rôles dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de : cent soixante dix huit mille neuf cent quarante francs cinq centimes.

N° DU ROLE	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
196	Trésor	Patente	2.025,—	
		C. A. à la C. M.	101,25	2.126,25
197	—	Impôt personnel et la taxe additionnelle	230,—	
		C. A. à la C. M.	11,50	
		R. P.	40,—	281,50
198	Lomé-ville	Impôt personnel indigène catégorie supérieure	3.680,—	
		C. A. à la C. M.	184,—	
		R. P.	1.025,—	4.889,—
199	—	Impôt personnel ind. cat. ord.	8.688,—	
		C. A. à la C. M.	434,40	
		R. P.	14.184,—	23.306,40
200	—	Population flottante	150,—	
		C. A. à la C. M.	7,50	157,50
201	—	Patentes	9.525,—	
		C. A. à la C. M.	476,25	10.001,25
202	—	Licences	2.250,—	
		C. A. à la C. M.	112,50	2.362,50
203	—	Armes perfectionnées	140,—	
		C. A. à la C. M.	7,—	147,—
204	—	Armes non perfectionnées	88,—	
		C. A. à la C. M.	4,40	92,40
205	—	Taxe sur les véhicules	1.515,—	
		C. A. à la C. M.	75,75	1.590,75
206	Lomé-subd.	Impôt personnel indigène catégorie supérieure	250,—	
		R. P.	50,—	300,—
207	—	Rachats prestations cat. ord.	14.975,—	14.975,—
208	—	Patentes	4.370,—	4.370,—
209	—	Licences	500,—	500,—
210	—	Armes perfectionnées	20,—	20,—
211	—	Armes non perfectionnées	1.608,—	1.608,—
212	—	Bicyclettes	105,—	105,—
213	Tsévié	Impôt personnel indigène catégorie supérieure	125,—	
		R. P.	25,—	150,—
214	—	Impôt personnel ind. cat. ord.	17.856,—	17.856,—
215	—	Population flottante	650,—	650,—
216	—	R. P. catégorie ordinaire	8.675,—	8.675,—
217	—	Patentes	8.411,25	8.411,25
218	—	Licences	975,—	975,—
219	—	Armes non perfectionnées	1.240,—	1.240,—
220	—	Bicyclettes	555,—	555,—
221	Anécho	Population flottante	200,—	200,—
222	—	Patentes	18.800,—	18.800,—
223	—	Licences	950,—	950,—
224	—	Armes perfectionnées	100,—	100,—
225	—	Armes non perfectionnées	1.909,—	1.909,—
226	—	Bicyclettes	6.180,—	6.180,—
227	Atakpamé	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	1.788,—	1.788,—
228	—	R. P.	29,—	29,—
229	—	Patentes	2.985,—	2.985,—
230	—	Licences	200,—	200,—
231	—	Armes perfectionnées	1.060,—	1.060,—
232	—	Armes non perfectionnées	3.496,—	3.496,—
233	—	Bicyclettes	1.080,—	1.080,—
234	Sokodé	Impôt personnel indigène catégorie supérieure	175,—	
		R. P.	30,—	205,—
235	—	Population flottante	390,—	390,—
A reporter.			144.716,80	144.716,80

N° DU ROLE	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
		<i>Report</i>	144.716,80	144.716,80
236	Sokodé	Patentes	462,50	462,50
237	—	Armes perfectionnées	160,—	160,—
238	—	Bicyclettes	135,—	135,—
239	Bassari	Impôt personnel indigène catégorie supérieure	60,—	60,—
240	—	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	6.886,—	6.886,—
241	—	Population flottante	150,—	150,—
242	—	Patentes	75,—	75,—
243	—	Bicyclettes	735,—	735,—
244	Lama-Kara	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	476,—	476,—
245	—	Patentes	360,—	360,—
546	—	Armes perfectionnées	160,—	160,—
247	—	Bicyclettes	495,—	495,—
248	Mango	Population flottante	750,—	750,—
249	—	R. P. catégorie ordinaire	1.475,—	1.475,—
250	—	Patentes	25,—	25,—
251	—	Bicyclettes	495,—	495,—
252	—	Armes perfectionnées	20,—	20,—
253	—	Armes non perfectionnées	80,—	80,—
254	Klouto	Impôt personnel et taxe additionnelle	7.827,50	
		R. P.	1.000,—	8.827,50
255	—	Population flottante	400,—	400,—
256	—	R. P. catégorie ordinaire	1.390,—	1.390,—
257	—	Patentes	9.615,—	9.615,—
258	—	Licences	350,—	350,—
259	—	Bicyclettes	615,—	615,—
260	Trésor	Patentes	25,—	
			1,25	26,25
		TOTAL	178.940,05	178.940,05

La date de mise en recouvrement a été fixée au 10 novembre 1938.

Classement des véhicules

ARRETE N° 642 fixant l'époque et les parties du Territoire où il sera procédé à un classement partiel de vérification basé sur l'examen réel des véhicules recensés et classés et désignant les militaires des forces de police du Togo, chargés de ces opérations.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 décembre 1935, relatif au recensement, au classement et à la réquisition, dans les territoires dépendant du département des colonies, des véhicules automobiles nécessaires aux besoins de l'armée, promulgué au Togo par arrêté n° 265 du 26 mai 1937;

Vu l'article 5 de l'arrêté n° 62 D. N. du 26 mai 1937 portant application au Togo des dispositions de l'article du décret du 5 décembre 1935 susvisé;

Sur la proposition du capitaine, commandant les forces de police du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le classement partiel de vérification basé sur l'examen réel des véhicules recensés

et classés par avis de classement modèle 4 aura lieu dans les localités de Lomé — Atakpamé — Palimé et Sokodé au cours du mois de janvier 1939.

ART. 2. — Le commandant des forces de police adressera aux propriétaires des véhicules classés des localités ci-dessus désignées, par la voie des administrateurs commandants de cercle et subdivision et dans les délais prévus, les avis de présentation modèle 5.

ART. 3. — Le classement sera effectué par le lieutenant, adjoint au commandant des forces de police, assisté de l'adjudant-chef Roussel.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1938.

L. MONTAGNE.

Délaissement forfaitaire des marins

ARRETE N° 643 fixant les pourcentages de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 85 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime, modifié par le décret du 30 juin 1934;

Vu le décret du 31 décembre 1935 portant règlement d'administration publique relatif au dénattement forfaitaire des marins blessés ou malades;

Vu le décret du 27 juin 1931 modifiant les articles 11 et 14 du décret du 22 septembre 1891;

Vu l'arrêté interministériel du 10 août 1937 sur le mode de versement des forfaits;

Vu le décret du 11 février 1938;

Vu l'arrêté n° 267 du 10 mai 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935 pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 1939 seront les mêmes que ceux prévus à l'arrêté n° 267 en date du 10 mai 1938.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Heures supplémentaires

ARRETE N° 648 tendant à modifier les articles 2 et 4 de l'arrêté n° 97 du 12 février 1938 fixant le mode de rétribution des heures supplémentaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires du personnel colonial et les actes subséquents portant modification dudit règlement en particulier les décrets des 11 juillet 1936 et 23 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 4 février 1938 fixant le montant de l'indemnité allouée au personnel européen et indigène pour travaux supplémentaires;

Vu l'arrêté n° 97 du 12 février 1938 fixant le mode de rétribution des heures supplémentaires;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté n° 97 du 12 février 1938 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 2. — (Nouveau). — Toutefois ne pourront bénéficier de la rémunération des heures supplémentaires :

1° — Les agents du service du chemin de fer qui bénéficient des gratifications de fin d'année;

2° — Les agents du service du chemin de fer (exploitation, matériel et traction) constituant le personnel des trains.

3° — Le personnel européen et indigène travaillant dans les bureaux.

ART. 2. — L'article 4 de l'arrêté n° 97 du 12 février 1938 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 4. — (Nouveau). — Les heures supplémentaires de jour non compensées et celles de nuit seront payées au taux horaire fixé par arrêté n° 86 du 4 février 1938.

Le calcul des rétributions pour heures supplémentaires sera établi en heures.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 24 novembre 1938, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Organisation administrative

ARRETE N° 649 portant création du canton de Glidji.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 171 en date du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un canton de Glidji dans le cercle d'Anécho comprenant les villages ci-après désignés :

Glidji, Glidji-Kpodji, Assoukopé, Salivé, Zoolagan, Zoola-Kpognédé, Anfouin, Hounlokoé, Afidegnigba, Atouéta, Agouégan, Agnoronkopé, Djankassé, Kouénou, Akoda, Agbantokopé, Badoungbé-Kéta, Badoungbé-Adjomé, Jeta, Seko.

Le chef-lieu du canton est Glidji.

ART. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} décembre 1938, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Taxes des colis postaux

ARRETE N° 651 fixant à 10 le coefficient du franc-or servant à établir les taxes des colis postaux au départ du Togo vers l'étranger ou en transit par l'étranger.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le radiotélégramme n° 298 S. E. du 23 novembre 1938 du Haut-Commissaire de la République à Dakar;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le coefficient du franc-or servant à établir les taxes des colis postaux au départ du Togo vers l'étranger ou en transit par l'étranger est fixé à 10 à compter du 16 décembre 1938.

ART. 2. — Le chef du service des postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Vente des arachides

DECISION N° 856 abrogeant la décision n° 190 du 17 mars 1938 interdisant la vente des arachides dans le cercle de Sokodé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 juin 1935 réglementant la vente de certains produits durant les distributions de graines de semences faites aux agriculteurs indigènes par les Sociétés Indigènes de Prévoyance;

Vu la décision n° 190 du 17 mars 1938 interdisant la vente des arachides dans le cercle de Sokodé;

Sur la proposition du commandant de cercle de Sokodé;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogée à compter du 5 décembre 1938 la décision n° 190 du 17 mars 1938 interdisant la vente des arachides dans le cercle de Sokodé.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 25 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Tableau d'avancement (1^{er} semestre 1939)

Par arrêté n° 634 du 18 novembre 1938. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo pour le 1^{er} semestre 1939 :

A — SERVICES CIVILS

Pour le grade d'adjoint principal de 2^e classe :
(au choix)

M.M. Maillât Jean, adjoint principal de 3^e classe.
Roth René, adjoint principal de 3^e classe.
Dassonville Jean, adjoint principal de 3^e classe.

Pour le grade de commis de 1^{re} classe :
(au choix)

M. Dégoul Jean, commis de 2^e classe.

B — SERVICE DES P. T. T.

Pour le grade de receveur comptable centralisateur avant 2 ans :
(au choix)

M. Lescellier Bienaimé, receveur des P. T. T.

C — TRAVAUX PUBLICS — GÉOMÈTRES

Pour le grade de chef ouvrier d'art de 3^e classe :
(au choix)

M. Stoll René, ouvrier d'art principal de 1^{re} classe.

Pour le grade de surveillant de 2^e classe :
(au choix)

M. Mandon René, surveillant de 3^e classe.

Pour le grade de comptable principal de 3^e classe :
(au choix)

M. Langdon Jacques, comptable de 1^{re} classe.

Pour le grade de géomètre de 2^e classe :
(au choix)

M. Lalondrelle Georges, géomètre de 3^e classe.

D — CHEMIN DE FER

Pour le grade de chef ouvrier d'art de 2^e classe :
(au choix)

M. Watteau Louis, chef ouvrier d'art de 3^e classe.

Pour le grade d'ouvrier d'art de 4^e classe :
(au choix)

M. Cantara Louis, ouvrier d'art de 5^e classe.

Pour le grade d'agent comptable de 1^{re} classe :
(au choix)

M. Pinelli Roch, agent comptable de 2^e classe.

Pour le grade de sous chef de gare de 2^e classe :
(au choix)

M. Cerveaux Lyonel, sous chef de gare de 3^e classe.

E — POLICE

Pour le grade de commissaire ppal. de police de 2^e cl. :
(au choix)

M. Réhart Adolphe, commissaire de police de 1^{re} cl.

Pour le grade d'inspecteur de police de 1^{re} classe :
(au choix)

M. Ginet Henri, inspecteur de police de 2^e classe.

F — AGRICULTURE

Pour le grade de conducteur en chef de 2^e classe :
(au choix)

M. Fontaine André, conducteur principal de 1^{re} cl.

G — ENSEIGNEMENT

Pour le grade d'inspecteur des écoles de 2^e classe :
(au choix)

M.M. Siro Armand, instituteur principal hors classe.
Champion Albert, instituteur principal de 2^e cl.

Pour le grade d'instituteur principal de 2^e classe :
(au choix)

M. Thomas André, instituteur principal de 3^e classe.

Nominations

Par arrêté n° 650 du :

24 novembre 1938. — M. Walter Claire, sergent-chef de l'infanterie coloniale, est agréé en qualité de surveillant stagiaire de 4^e classe des travaux publics, pour compter du jour de l'acceptation de sa démission de l'armée active.

Affectations

Par décision n° 816 du :

10 novembre 1938. — M. Rehart Adolphe, commissaire de police de 1^{re} classe, attendu à Lomé par le paquebot Touareg du 15 novembre, reprend les fonctions de directeur de la police dont il est titulaire. Il est nommé en outre directeur de la prison de Lomé.

M. Ginot, inspecteur de police de 2^e classe, est nommé adjoint au directeur de la police, commissaire de police de Lomé et surveillant-chef de la prison.

M. Caron, ingénieur météorologiste de 3^e classe, attendu à Lomé par le paquebot Touareg du 15 novembre, reprend les fonctions de chef du service météorologique dont il est titulaire.

Le sergent-infirmier Deville, attendu à Lomé par le paquebot Touareg du 15 novembre, est affecté au service de la trypanosomiasse avec résidence à Pagouda.

Par décision n° 835 du :

16 novembre 1938. — M. Beuter, instituteur de 4^e classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo, retour de congé, attendu à Lomé le 18 novembre par le s/s Asie, est chargé de cours et de la surveillance des études au cours complémentaire.

Par décision n° 841 du :

18 novembre 1938. — Le médecin capitaine Pelleteur, attendu par le s/s Asie le 18 novembre 1938, est mis à la disposition du médecin chef de l'hôpital de Lomé, en remplacement du médecin lieutenant Depoutre.

Le médecin lieutenant Depoutre en service à Lomé, est nommé médecin-chef de la subdivision sanitaire de Mango, en remplacement du médecin capitaine Piriou chargé provisoirement de cette fonction.

La décision n° 761 du 20 octobre 1938 est et demeure rapportée.

Par décision n° 842 du :

18 novembre 1938. — M. Paul Chabanon, administrateur-adjoint des colonies, attendu prochainement au Territoire, est nommé chef de la subdivision de Lama-Kara et président du tribunal du premier degré dudit lieu, en remplacement de M. Maillet, adjoint principal des services civils, en instance de départ en congé administratif.

En attendant l'arrivée de M. Chabanon, M. Degoul, commis des services civils, sera chargé cumulativement avec ses fonctions actuelles, de l'expédition des affaires courantes et des fonctions de président du tribunal du premier degré.

Pendant cette même période, l'exercice des pouvoirs disciplinaires est conféré à M. Degoul.

Par décision n° 849 du :

23 novembre 1938. — Le sergent-chef de l'infanterie coloniale Walter Claire, en instance de mise à la retraite, et dont l'agrément dans le cadre des surveillants des travaux publics a été autorisé par le Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics et des transports, en attendant l'acceptation de sa démission par le département de la guerre.

Par décision n° 850 du :

24 novembre 1938. — M. Vuillet, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé commandant de cercle du sud et administrateur-maire de Lomé par intérim.

M. Vuillet remplira en outre les fonctions de président du tribunal de deuxième degré et d'administrateur de l'inscription maritime.

Par arrêté n° 647 du :

24 novembre 1938. — M. Deseille, géomètre après 36 mois du service togographique de l'A. O. F., est nommé, par intérim, receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, conservateur de la propriété foncière et curateur aux successions et biens vacants, en remplacement de M. Vuillet, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, appelé à d'autres fonctions.

M. Deseille aura droit en ces qualités aux remises et émoluments prévus par les textes en vigueur.

Par décision n° 853 du :

24 novembre 1938. — Est rapportée, sur sa demande, la nomination du médecin-commandant Gourmelon comme médecin résident de l'hôpital de Lomé.

Le médecin-capitaine Pelleteur est nommé médecin résident de l'hôpital de Lomé.

Commissions de classement

Par décision n° 824 du :

12 novembre 1938. — Les différentes commissions de classement du personnel européen des cadres locaux du Togo régis par les arrêtés susvisés se réuniront le vendredi 18 novembre 1938 à 14 h. 30 aux bureaux du Commissariat de la République en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel pour le premier semestre 1939.

Les commissions sont composées de la façon suivante :

Pour toutes les commissions

M.M. Gradassi, administrateur en chef des colonies,	<i>Président</i>
Mouragues, administrateur-adjoint des colonies, chef de cabinet du Commissaire de la République,	<i>Membres</i>
Sanson, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des A.A.E.,	
Champion, instituteur principal, chef de la section du personnel	
	<i>Secrétaire</i>

SERVICES CIVILS

M.M. Perret, adjoint principal hors classe des services civils,

Roth, adjoint principal de 3^e classe des services civils.

ENSEIGNEMENT

M. le chef du service de l'enseignement,

Mme. Siro, institutrice principale hors classe,

M. Thomas, instituteur principal.

AGRICULTURE

M.M. le chef du service de l'agriculture,

Fontaine, conducteur ppl. des travaux agricoles,
Meneau, adjoint des services civils.

TRAVAUX PUBLICS ET GEOMETRES

M.M. le chef du service des trav. publics et transports,
Horard, chef ouvrier d'art hors classe,
Tessier, chef ouvrier d'art hors classe du chemin
de fer.

CHEMIN DE FER

M.M. le chef du service des trav. publics et transports,
Lugan, chef de gare hors classe,
Bugnard, chef de district principal de 1^{re} classe.

P. T. T.

M.M. le chef du service des P. T. T.,
Nouvel, inspecteur du matériel et de la traction,
Perret, adjoint ppl. hors classe des services civils.

POLICE

M.M. le directeur de police,
Perret, adjoint ppl. hors classe des services civils,
Roth, adjoint principal des services civils.

Par décision n° 852 du :

24 novembre 1938. — La commission de classement
du personnel de la trésorerie du Togo prévue à l'article
22 du décret du 6 août 1921 susvisé, est composée ainsi
qu'il suit :

MM. Mouragues, administrateur-adjoint des colonies,
chef de cabinet du Commissaire de la Répu-
blique. *Président*

Bérard, administrateur-adjoint des
colonies, chef du bureau des fi-
nances,
Georges-Richard, trésorier-payeur du } *Membres*
Togo,
Saint-Criq, commis principal du
trésor,

*Secrétaire sans
voix délibéra-
tive;*

Meneau, adjoint des services civils,

et se réunira sur convocation de son président à l'effet
de dresser le tableau d'avancement du personnel de la
trésorerie du Togo et la liste d'aptitude pour l'emploi
de fondé de pouvoirs.

PERSONNEL INDIGENE

Tableau d'avancement (1^{er} semestre 1939)

Par arrêté n° 654 du 26 novembre 1938. — Sont
inscrits au tableau d'avancement pour le premier
semestre 1939 les agents indigènes dont les noms
suivent :

A — ENSEIGNEMENT OFFICIEL

Pour le grade d'instituteur ordinaire de 1^{re} classe :
(au choix)

Tocou Michel, instituteur ordinaire de 2^e classe.

Pour le grade d'instituteur ordinaire de 2^e classe :
(au choix)

Boehm Chrysostome, instituteur-adjoint de 1^{re} classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 1^{re} classe :
(au choix)

Ajavon Henri, instituteur-adjoint de 2^e classe.
Kouanvii Laurent, instituteur-adjoint de 2^e classe.
Degboe Alphonse, instituteur-adjoint de 2^e classe.
Ekoue Pierre, instituteur-adjoint de 2^e classe.
Kponton Hubert, instituteur-adjoint de 2^e classe.
Lawson Joseph, instituteur-adjoint de 2^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe :
(au choix)

Adote Jacob, instituteur-adjoint de 3^e classe.
Kpodar Louis, instituteur-adjoint de 3^e classe.
Fumey Arnold, instituteur-adjoint de 3^e classe.
Kponton Lucien, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe :
(à l'ancienneté)

Moreira Benoît, instituteur-adjoint de 4^e classe.
(au choix)

Colley Augustin, instituteur-adjoint de 4^e classe.
Johnson Georges, instituteur-adjoint de 4^e classe.
Tekoe Alexandre, instituteur-adjoint de 4^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 4^e classe :
(au choix)

Akouete Adoté Jean, instituteur-auxiliaire de 1^{re} cl.
Ayivi Abraham, instituteur-auxiliaire de 1^{re} classe.

(à l'ancienneté)

Kouevi François, instituteur-auxiliaire de 1^{re} classe.

Pour le grade d'instituteur-auxiliaire de 1^{re} classe :
(au choix)

Houenassou Daniel, instituteur-auxiliaire de 2^e cl.
Sitti Jean, instituteur-auxiliaire de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur de 1^{re} classe :
(au choix)

Goudeagbe William, moniteur de 2^e classe.
Barrigah Samuel, moniteur de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur de 2^e classe :
(au choix)

Prince Alexandre, moniteur de 3^e classe.
Yekple Mensah Joseph, moniteur de 3^e classe.
Kouassi Daniel, moniteur de 3^e classe.
Randolph Adéline, monitrice de 3^e classe.
Akoueson Arthur, moniteur de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur de 3^e classe :
(au choix)

Johnson Denis, moniteur de 4^e classe.
Houedako Ambroise, moniteur de 4^e classe.
Hundt Joséphine, monitrice de 4^e classe.
Afoutou Maxime, moniteur de 4^e classe.
Bonin François, moniteur de 4^e classe.

B — ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Pour le grade de moniteur de 1^{re} classe :
(au choix)

Kowu Pierre, moniteur de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur de 2^e classe :
(au choix)

Agbobby Emanuel, moniteur de 3^e classe.
Bruce Thomas, moniteur de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur de 3^e classe :
(au choix)

Ecoue Jérôme, moniteur de 4^e classe.
Ayee Jacques, moniteur de 4^e classe.
Nubukpo Michel, moniteur de 4^e classe.
Quenum Pierre, moniteur de 4^e classe.

Pour le grade de moniteur de 4^e classe :
(au choix)

Amouzou Gabriel, moniteur de 5^e classe.
Sogan Simon, moniteur de 5^e classe.
Lacle Pierre, moniteur de 5^e classe.
Eklou François, moniteur de 5^e classe.

C — DOUANES

Pour le grade de préposé de 1^{re} classe :
(au choix)

Pietri Lazare, préposé de 2^e classe.

Pour le grade de préposé de 2^e classe :*
(au choix)

Romao Joseph, préposé de 3^e classe.
Kouevi Cyrus, préposé de 3^e classe.

Pour le grade de préposé de 4^e classe :
(au choix)

Eklou Michel, préposé de 5^e classe.
Ajayee Dominique, préposé de 5^e classe.
Toovi Prosper, préposé de 5^e classe.
Batonon Bernard, préposé de 5^e classe.

D — P. T. T.

Pour le grade de commis hors classe :
(au choix)

Bocovi Ambroise, commis de 1^{re} classe.

Pour le grade de commis de 1^{re} classe :
(au choix)

Maleaux Joseph, commis de 2^e classe.

Pour le grade de commis de 5^e classe :
(au choix)

Ephoevi Charles, commis de 6^e classe.

Pour le grade de commis de 6^e classe :
(au choix)

Gomez C. Robert, commis de 7^e classe.

Pour le grade de facteur de 1^{re} classe :
(au choix)

Capochichi Marc, facteur de 2^e classe.

Pour le grade de facteur de 3^e classe :
(au choix)

Bouraima Samuel, facteur de 3^e classe.

Pour le grade de surveillant auxiliaire de 1^{re} classe :
(au choix)

Lantam Ali, surveillant auxiliaire de 2^e classe.

E — SANTÉ

Pour le grade d'aide-médecin de 1^{re} classe :
(au choix)

Kouevi Gabriel, aide-médecin de 2^e classe.

Pour le grade d'aide-médecin de 2^e classe :
(au choix)

Lawson Body Martin, aide-médecin de 3^e classe.
Ayeva Dermann, aide-médecin de 3^e classe.
Adigo Akakpo Louis, aide-médecin de 3^e classe.
Urbain Amégnigan, aide-médecin de 3^e classe.

Pour le grade d'aide-médecin de 3^e classe :
(au choix)

Aballo Jean, aide-médecin de 4^e classe.

Pour le grade d'aide-médecin de 4^e classe :
(au choix)

Nikoue Clément, aide-médecin de 5^e classe.
de Souza Etienne, aide-médecin de 5^e classe.
Kagni Lucien, aide-médecin de 5^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 3^e classe :
(au choix)

Moussa Michel, infirmier-major de 4^e classe.
Djadoo Cécilia, infirmière-major de 4^e classe.
Kouevi Louis, infirmier-major de 4^e classe.

(à l'ancienneté)

Abbey Dominique, infirmier-major de 4^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 4^e classe :
(au choix)

Akouete Jean, infirmier-major de 5^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 5^e classe :
(au choix)

Wood Anna, infirmière de 1^{re} classe.
Adjidoh Guillaume, infirmier de 1^{re} classe.

(à l'ancienneté)

Wilson Claire, infirmière de 1^{re} classe.
Kouevi Daniel, infirmier de 1^{re} classe.
Mensah Gottfried, infirmier de 1^{re} classe.

Pour le grade d'infirmier de 1^{re} classe :
(au choix)

Gnassounou Toussaint, infirmier de 2^e classe.
Fadikpe René, infirmier de 2^e classe.
Agbaglah Jean, infirmier de 2^e classe.
Nyavor Pius, infirmier de 2^e classe.
Kponton Quam-Dessou Sylvestre, infirmier de 2^e cl.
Akpah Félix, infirmier de 2^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 2^e classe :
(au choix)

Gbeto Félix, infirmier de 3^e classe.
Agbodjan Etienne, infirmier de 3^e classe.
Schneider William, infirmier de 3^e classe.
Kouassigan Gabriel, infirmier de 3^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 3^e classe :
(au choix)

Panou Robert, infirmier de 4^e classe.
Anani Emmanuel, infirmier de 4^e classe.
Mienso Ambroise, infirmier de 4^e classe.
Ohin Richard, infirmier de 4^e classe.
Agbodjan Robert, infirmier de 4^e classe.

(à l'ancienneté)

Mensah Albert, infirmier de 4^e classe.
Regent Armand Claude, infirmier de 4^e classe.
Anani Christophe, infirmier de 4^e classe.
Gbedemah Elias, infirmier de 4^e classe.
Ametepe Louis, infirmier de 4^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 4^e classe :
(au choix)

Nyame Alfred Louis, infirmier de 5^e classe.
Gnassounou Léon, infirmier de 5^e classe.

(à l'ancienneté)

Ahoye Aquéréburu Léonard, infirmier de 5^e classe.
Pio Albert, infirmier de 5^e classe.

Pour le grade de brigadier-chef de 2^e classe :

(au choix)

Jacob Blabou, brigadier d'hygiène de 1^{re} classe.*Pour le grade de garde d'hygiène de 1^{re} classe :*

(au choix)

Lawson Laison Joseph, garde d'hygiène de 2^e cl.
Afanvi Dossouvi, garde d'hygiène de 2^e classe.

Pour le grade de garde d'hygiène de 2^e classe :

(au choix)

Adjangba Marc, garde d'hygiène de 3^e classe.
Lacle Antoine, garde d'hygiène de 3^e classe.

F — COMMIS D'ADMINISTRATION

Pour le grade de commis ppal. d'administ. de 4^e cl.
(au choix)Adjivon Séverin, commis ppal. d'administ. de 5^e cl.*Pour le grade de commis ppal. d'administ. de 6^e cl.*
(au choix)

Quashie William, commis d'administration de 1^{re} cl.
Alomenou Emmanuel, commis d'administ. de 1^{re} cl.
Bannerman Pierre, commis d'administ. de 1^{re} classe.
da Ernestho Léopold, commis d'administ. de 1^{re} cl.

Pour le grade de commis d'administration de 1^{re} cl.
(au choix)

Agboton Albert, commis d'administration de 2^e cl.
Akpalo John, commis d'administration de 2^e classe.

Pour le grade de commis d'administration de 2^e cl.
(au choix)Lawson Laté Bernardin, commis d'administ. de 3^e cl.*Pour le grade de commis d'administration de 3^e cl.*
(au choix)

Adotevi Barthélémy, commis d'administ. de 4^e cl.
Dossou François, commis d'administration de 4^e cl.
Tossou Abalo, commis d'administration de 4^e cl.
Dueggah Joseph, commis d'administration de 4^e cl.
Yevu Joseph, commis d'administration de 4^e cl.

Pour le grade de commis d'administration de 4^e cl.
(au choix)

Foly Joseph, commis d'administration de 5^e classe.
Hundt John Otto, commis d'administration de 5^e cl.
Atayi John Emmanuel, commis d'administ. de 5^e cl.
Ajavon Blaise, commis d'administration de 5^e classe.
Amouzou Vitus, commis d'administration de 5^e cl.
Kuadjovich Cadmus, commis d'administ. de 5^e classe.
David Adolphe, commis d'administration de 5^e cl.
Adjevi Sylvain, commis d'administration de 5^e cl.
Wallabregue Robert, commis d'administ. de 5^e cl.
Adjavon Adolphe, commis d'administration de 5^e cl.

Pour le grade de commis d'administration de 5^e classe :
(au choix)

Gbaguidi Léonard, commis d'administration de 6^e cl.
Brym Daniel, commis d'administration de 6^e cl.

Pour le grade de commis d'administration de 6^e classe :
(au choix)

Lawson Léonard, commis d'adm. de 7^e cl. }
Mebounou Michel, commis d'adm. de 7^e cl. } Ex aequo
Atayi Ayi Jonathan, commis d'adm. de 7^e cl. }
Hantz Richard, commis d'administration de 7^e cl.
Gbedey Théophile, commis d'administration de 7^e cl.
Eyebiye Samuel, commis d'administration de 7^e cl.
Quevisson Charles, commis d'administration de 7^e cl.
Santos Paulin, commis d'administration de 7^e classe.
Adouvi Charles, commis d'administration de 7^e cl.

G — INTERPRÈTES

Pour le grade d'interprète principal de 5^e classe :
(au choix)Tiedre Yao, interprète de 1^{re} classe.*Pour le grade d'interprète de 1^{re} classe :*
(au choix)Adjallé Atisso Ignace, interprète de 2^e classe.

H — PLANTONS

Pour le grade de planton de 3^e classe :
(au choix)Gnimavo Amoussou, planton de 4^e classe.*Pour le grade de planton de 4^e classe :*
(au choix)Hinde Tossou, planton de 5^e classe.*Pour le grade de planton de 5^e classe :*
(au choix)Folli Louis, planton de 6^e classe.*Pour le grade de planton de 6^e classe :*
(au choix)Tahoulan Christophe, planton de 7^e classe.*Pour le grade de planton de 7^e classe :*
(au choix)

Assagba Michel, planton de 8^e classe.
(à l'ancienneté)

Deckon Joseph Félix, planton de 8^e classe.

I — POLICE

Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 3^e classe :
(au choix)Deckon Cosme Félix, inspecteur auxiliaire de 4^e cl.*Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 6^e classe :*
(au choix)

Comlan Georges, inspecteur auxiliaire de 7^e classe.
Bruce Cuthbert, inspecteur auxiliaire de 7^e classe.

Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 7^e classe :
(au choix)Comlan Paulin, inspecteur auxiliaire de 8^e classe.

J — AGRICULTURE

Pour le grade de moniteur de 2^e classe :
(au choix)Atsou Ebenezer Eho, moniteur de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur de 3^e classe :

(au choix)

Hunsihoue Anatole Samson, moniteur auxiliaire de 1^{re} classe.*Pour le grade de moniteur auxiliaire de 1^{re} classe :*

(au choix)

Amehame K. Bernabé, moniteur auxiliaire de 2^e cl.
Gokonous Remi, moniteur auxiliaire de 2^e classe.*Pour le grade de moniteur auxiliaire de 2^e classe :*

(au choix)

Houenou Justin, moniteur auxiliaire de 3^e classe.
Eyebiyi Salomon, moniteur auxiliaire de 3^e classe.*Pour le grade de moniteur auxiliaire de 3^e classe :*

(à l'ancienneté)

Tossah Raphaël, moniteur auxiliaire de 4^e classe.

K — TRAVAUX PUBLICS

Pour le grade de maître-ouvrier de 2^e classe :

(au choix)

Amadou Moïse, maître-ouvrier de 3^e classe.*Pour le grade de maître-ouvrier de 7^e classe :*

(au choix)

Djondo Pierre, ouvrier de 1^{re} classe.*Pour le grade d'ouvrier de 1^{re} classe :*

(au choix)

Kouevi Joseph, ouvrier de 2^e classe.*Pour le grade d'ouvrier de 2^e classe :*

(au choix)

Kouassi Nicolas, ouvrier de 3^e classe.
Ouabi Sant'Anna, ouvrier de 3^e classe.*Pour le grade d'ouvrier de 3^e classe :*

(au choix)

Ayikoue Thomas, ouvrier de 4^e classe.
Agbodan Jean, ouvrier de 4^e classe.
Etou Frantz, ouvrier de 4^e classe.
Couassi Essé, ouvrier de 4^e classe.*Pour le grade d'ouvrier de 4^e classe :*

(au choix)

Tetevi Adanbounou, ouvrier de 5^e classe.
Kpakpo Gabriel, ouvrier de 5^e classe.*Pour le grade d'ouvrier de 5^e classe :*

(au choix)

Kouassi Adrien, ouvrier de 6^e classe.
Kouvahe Joseph, ouvrier de 6^e classe.*Pour le grade d'opérateur de 6^e classe :*

(au choix)

d'Almeida Alexandre, opérateur de 7^e classe.*Pour le grade de surveillant de route de 6^e classe :*

(au choix)

Codjie Stéphan, surveillant de 7^e classe. } Ex aequo
Ouro Gafu Condo, surveil. de 7^e classe. }
Kondi Addo, surveillant de 7^e classe.*Pour le grade de mécanicien-conducteur ppal. de 2^e cl.*

(au choix)

Agbagla Bernard, mécanicien-conducteur principal de 3^e classe.*Pour le grade de mécanicien-conducteur ppal. de 3^e cl.*

(au choix)

Kouaou Koumako Joseph, mécanicien-conducteur principal de 4^e classe.Koko Kouassi, mécanicien-conducteur principal de 4^e classe.*Pour le grade de mécanicien-conducteur de 1^{re} classe :*

(au choix)

Amoussou Afanou Ambroise, mécanicien-conducteur de 2^e classe.Otto Reinhard, mécanicien-conducteur de 2^e classe.
Dossah Philippe, mécanicien-conducteur de 2^e classe.*Pour le grade de mécanicien-conducteur de 2^e classe :*

(au choix)

Yeo Boniface, mécanicien-conducteur de 3^e classe.
Andreas Allen, mécanicien-conducteur de 3^e classe.*Pour le grade de mécanicien-conducteur de 3^e classe :*

(au choix)

Bougounou Nappo, mécanicien-conducteur de 4^e cl.
Koussadjah Binoh, mécanicien-conducteur de 4^e cl.
Folly Pancréassus, mécanicien-conducteur de 4^e cl.
Ayite Félix, mécanicien-conducteur de 4^e classe.

L — CHEMIN DE FER ET WHARF

Pour le grade de chef de station de 1^{re} classe :

(au choix)

Mensah Joseph, chef de station de 2^e classe.*Pour le grade de chef de station de 3^e classe :*

(au choix)

Kohler Joseph, chef de station de 4^e classe.
Pofagi Marcel, chef de station de 4^e classe.
Ocloo Andréas, chef de station de 4^e classe.*Pour le grade de chef de station de 4^e classe :*

(au choix)

Febon Thomas, facteur-enregistreur de 1^{re} classe :*Pour le grade de facteur-enregistreur de 1^{re} classe :*

(au choix)

Lawson William, facteur-enregistreur de 2^e classe.
Ajavon Ernest, facteur-enregistreur de 2^e classe.

Pour le grade de facteur-enregistreur de 2^e classe :
(au choix)

Lawson Raphaël, facteur-enregistreur de 3^e classe.
Ketevi Evariste, facteur-enregistreur de 3^e classe.
Yamadjako Simon, facteur-enregistreur de 3^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 2^e classe :
(au choix)

Athanasius Mensah, maître-ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 6^e classe :
(au choix)

Thomas Afagnihoun, maître-ouvrier de 7^e classe.
Ayite Samson, maître-ouvrier de 7^e classe.
Lawson Albert, maître-ouvrier de 7^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 7^e classe :
(au choix)

Kouaovi Paul, ouvrier de 1^{re} classe.

Pour le grade d'ouvrier de 1^{re} classe :
(au choix)

Aziadapou Jacob, ouvrier de 2^e classe.
Wendelinus, ouvrier de 2^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 2^e classe :
(au choix)

Anathevi Isaac, ouvrier de 3^e classe.
(à l'ancienneté)

Adotevi Joseph, ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 3^e classe :
(au choix)

Akakpovi Robert, ouvrier de 4^e classe.
(à l'ancienneté)

Maoussi d'Almeida, ouvrier de 4^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 4^e classe :
(au choix)

Kouevi Kpovi, ouvrier de 5^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 5^e classe :
(au choix)

Sédalo Tèvi, ouvrier de 6^e classe.
Agbemebio Anani, ouvrier de 6^e classe.
Agbada Amoussou, ouvrier de 6^e classe.
Abalo Nyirofou, ouvrier de 6^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 6^e classe :
(au choix)

Bogla Christian, ouvrier de 7^e classe.
Sant'Anna Michel, ouvrier de 7^e classe.

Pour le grade de chef-mécanicien de 2^e classe :
(au choix)

Freitas Jean, chef-mécanicien de 3^e classe.

Pour le grade de chef-mécanicien de 6^e classe :
(au choix)

Mensah François II, chef-mécanicien de 7^e classe.

Pour le grade de mécanicien de 3^e classe :
(au choix)

Mensah Kloutsé Agbodo, mécanicien de 4^e classe.

Pour le grade de chef de train de 4^e classe :
(au choix)

Brym Moïse, chef de train de 5^e classe.
Yovo Jean, chef de train de 5^e classe.

Pour le grade de chef de train de 5^e classe :
(au choix)

Mensah Ferdinand, chef de train de 6^e classe.

Pour le grade d'aiguilleur de 1^{re} classe :
(au choix)

Tete Abalo, aiguilleur de 2^e classe.
Mensah Kamékpo, aiguilleur de 2^e classe.

Pour le grade de téléphoniste de 3^e classe :
(au choix)

Barboza Pierre, téléphoniste de 4^e classe.
Amouzou Aballo, téléphoniste de 4^e classe.

Pour le grade de chef d'équipe de 6^e classe :
(à l'ancienneté)

Gozan Kloutsé, chef d'équipe de 7^e classe.
(au choix)

Kowu Agbokou, chef d'équipe de 7^e classe.
Dogbe Kloutsé, chef d'équipe de 7^e classe.

Pour le grade d'homme d'équipe de 3^e classe :
(au choix)

Otto Agboli, homme d'équipe de 4^e classe.

Pour le grade de pointeur de 4^e classe :
(au choix)

Vignon Antoine, pointeur de 5^e classe.

Pour le grade de pointeur de 6^e classe :
(au choix)

Dagan Anselme, pointeur de 7^e classe. } Ex aequo
Aziagan Frédéric, pointeur de 7^e classe. }

Pour le grade de premier-maître :
(au choix)

Ametepe James, second-maître.

Commissions de classement

Par décision n° 825 du :

12 novembre 1938. — Les différentes commissions de classement du personnel indigène des cadres locaux du Togo régis par les arrêtés susvisés se réuniront le mardi 22 novembre 1938 aux bureaux du Commissariat de la République en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel pour le premier semestre 1939.

Ces commissions sont composées de la façon suivante :

Pour toutes les commissions :

M.M. Mouragues, administrateur-adjoint des colonies,
chef de cabinet du Gouverneur Commissaire
de la République, *Président*
Sanson, administrateur-adjoint des colonies, *Membre*
Folly Michel, commis principal
d'administration *Sécretaire*

ENSEIGNEMENT

Le chef du service de l'enseignement.

a) Instituteurs (enseignement officiel)

M.M. Freitas Paulin, instituteur-adjoint.
Wilson Jean Edouard, instituteur-adjoint.

b) Moniteurs (enseignement officiel)

M.M. Sinzogan Léonard, moniteur,
Amah Moorhouse, moniteur.

Enseignement privé

R.P. Riegert, directeur des écoles catholiques,
M.M. Nouvelon, directeur des écoles protestantes,
Agbobli Emmanuel, moniteur (M. C.),
Ahyee Jacques, moniteur (M. E.).

DOUANES

M.M. Le chef du service des douanes,
Amerding Stephan, commis des douanes,
André Daniel, préposé des douanes.

P. T. T.

Le chef du service des P. T. T.

a) Commis

M.M. Kagni Karl, commis principal des P. T. T.,
Boccovi Ambroise, commis des P. T. T.

b) Surveillants et facteurs

M.M. Ajavon Joseph, facteur chef des P. T. T.,
Amedowokpo, surveillant des P. T. T.

SANTÉ

Le chef du service de santé

a) Aide-médecins

M.M. Evenamede Pierre, aide-médecin de 2^{me} classe,
Adigo Dorothee, aide-médecin de 2^{me} classe.

b) Infirmiers

M.M. Lade Cléophas, infirmier-major de 4^{me} classe,
Amoussou Gervais, infirmier-major de 4^{me} classe.

c) Gardes d'hygiène

M.M. Lafonekou Samson, brigadier chef de 1^{re} classe,
Viotey Frantz, brigadier chef de 1^{re} classe.

COMMIS D'ADMINISTRATION

M.M. Dossou Augustin, commis ppl. d'administration,
Adjivon Séverin, commis ppl. d'administration.

INTERPRÈTES

M.M. Chardey Francis, interprète principal,
Ahamadah Jérôme, interprète principal.

PLANTONS

M.M. Achade Pierrot, brigadier-planton de 1^{re} classe,
Orogbo Jean, brigadier-planton de 1^{re} classe.

TRAVAUX PUBLICS

M.M. Le chef du service des trav. publ. et des transp.
Amadou Moïse, maître ouvrier de 4^{me} classe,
Kpodar Assiongbor, ouvrier de 1^{re} classe.

MECANICIENS-CONDUCTEURS

M.M. Le chef du service des trav. publ. et des transp.
Latevi Tèvi, mécanicien-conducteur principal,
Latecoué L. Lawson, mécanicien cond. princ.

PERSONNEL DES CHEMINS DE FER ET DU WHARF

M.M. Le chef du service des trav. publ. et des transp.,
Adekambi Michel, maître ouvrier,
Mensah Joseph, chef de station.

Canotiers

Dognon Edo, maître principal,
Amétépé James, quartier-maître.

POLICE

M.M. Le directeur de police,
Deckon Cosme, inspecteur auxiliaire,
Akpokli Charles, inspecteur auxiliaire.

AGRICULTURE

M.M. Le chef du service de l'agriculture,
Samson Anatole, moniteur agricole,
Mensah Joseph, moniteur agricole.

Par décision n° 831 du :

15 novembre 1938. — Une commission composée de :

MM. Toqué Louis, chef du service des douanes *Président*
Droniou Marcel, contrôleur des douanes,
Suhubiette Joseph, sous-brigadier des douanes, chef de brigade, } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président en vue d'établir le tableau d'avancement du cadre des gardes frontières des douanes du Togo pour l'année 1939.

M. Suhubiette est nommé rapporteur de la commission.

DIVERS

Associations

Par arrêté n° 631 du :

15 novembre 1938. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une association dite « l'Artistique Togolaise » dont le siège est à Palimé et dont le but est l'organisation de soirées théâtrales et dansantes et le perfectionnement des connaissances générales de ses membres par la lecture et la création d'une bibliothèque.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Par arrêté n° 633 du :

18 novembre 1938. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une association dite « Association des Anciens Combattants » dont le siège est à Lomé et dont le but est de conserver, pour le bien et au profit de ses adhérents, les liens de bonne camaraderie créés par la guerre 1914-1918 et des T. O. E. pendant la même période, en

groupant les combattants qui y ont pris part; de servir par tous les moyens en son pouvoir les intérêts moraux, sociaux et matériels de ses membres; de prolonger, en perpétuant leur souvenir dans tout le Territoire, l'action des combattants morts pour la patrie.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Boissons alcooliques

Par décision n° 836 du :

17 novembre 1938. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo des boissons dénommées : « Anis sec 45° — Anis doux 45° — Anis doux 40° » de la société anonyme des liqueurs Combier à Levallois-Perret.

Chef de canton

Par décision n° 857 du :

25 novembre 1938. — M. Agbanon II, chef du village de Glidji, est nommé chef du canton de Glidji.

Commission

Par arrêté n° 641 du :

22 novembre 1938. — M. Caron, ingénieur météorologiste, de retour de congé, est nommé membre de la commission de contrôle des films cinématographiques, des disques phonographiques, des prises de vue cinématographiques et enregistrements sonores, en remplacement de M. Mertz.

Enseignement

Par décision n° 843 du :

18 novembre 1938. — M. N'Diaye Boubacar, instituteur ordinaire de 1^{re} classe, est nommé chef par intérim du secteur scolaire de Mango en remplacement de M. Barina, adjoint des services civils, titulaire d'un congé administratif.

Expulsion

Par arrêté n° 646 du :

24 novembre 1938. — Est abrogé l'arrêté du 1^{er} mai 1933 prononçant expulsion du nommé Bocco Jean Alexandre, né le 27 septembre 1897 à Agoué (Dahomey).

Justice indigène

Par arrêté n° 635 du :

19 novembre 1938. — Sont nommés assesseurs européens près le tribunal criminel du cercle d'Anécho pour l'année 1938 :

MM. Combes René, directeur du secteur scolaire d'Anécho;

Denaclara François, médecin capitaine des troupes coloniales;

Guérin Edmond, adjoint principal des services civils;

Bourreau Roger, directeur de la S. C. I. A.

Par arrêté n° 640 du :

19 novembre 1938. — Sont nommés assesseurs indigènes près le tribunal du 2^e degré et le tribunal criminel du cercle d'Anécho :

Kalipé Paul, chef du canton de Vogan — Coutume ouatchi.

Lawson Body Frédéric, chef supérieur d'Anécho. — Coutume mina.

Akakpo, chef du village de Vokoutimé — Coutume ouatchi.

Kponton Antoine, chef de famille — Coutume mina.

Messanvi Christophe, chef du village Attitogon — Coutume ouatchi.

Agbanon, chef du village de Glidji — Coutume mina.

Sognigbe Messan, chef du village Aklakougan — Coutume ouatchi.

Adekambi, chef du village d'Atouéta — Coutume mina.

Noussougan, chef du village d'Avévé — Coutume ouatchi.

Ibrahima Mamadou, Iman à Anécho	} Musulmans.
Sani Mama, Iman à Anécho	
Gani Mamadou, notable du Zongo à Anécho	

Protection et usage des voies publiques

Par décision n° 844 du :

19 novembre 1938. — Sont commissionnés à l'effet de constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques au territoire du Togo, les fonctionnaires dont les noms suivent :

MM. Perret Jean, adj. ppal. h. cl. des services civils.

Gaudonville, adj. ppal. h. cl. des services civils.

Dassonville, adj. ppal. des services civils.

Roth René, adj. ppal. des services civils.

Degoul, commis des services civils.

Cancel, commis des services civils.

Maugis, adjoint des services civils.

Pallares, instituteur, directeur du secteur scolaire du centre.

Gaillaguet, conducteur principal de 1^{re} classe.

Dabezies, adj. technique ppal. des T. P. C.

Lallemand, sergent-chef du génie.

Réhart, directeur de police.

Ginet, inspecteur de police, commissaire de la ville de Lomé.

Venance, inspecteur de police.

Deckon Cosme, inspecteur auxiliaire de police.

Akpokli Charles, inspecteur auxiliaire de police.

Comlan Georges, inspecteur auxiliaire de police.

Fumey Gabriel, inspecteur auxiliaire de police.

Bruce Cuthbert, inspecteur auxiliaire de police.

Dossouvi André, inspecteur auxiliaire de police.

Ananou Maximin, inspecteur auxiliaire de police.

Jacob Norbert, inspecteur auxiliaire de police.

Tchacorom Honoré, inspecteur auxiliaire de police.

Comlan Paulin, inspecteur auxiliaire de police.

Gnofan Mani, inspecteur auxiliaire de police.

Suhubiette Joseph, sous-brigadier des douanes.

• Dominique Jean, préposé des douanes.

d'Almeida Alfred, préposé des douanes.

Kouevi Cyrus, préposé des douanes.

Eklou Michel, préposé des douanes.

Pedanou Andréas, préposé des douanes.

Sodji Prosper, préposé des douanes.

Batonon Bernard, préposé des douanes.

Danikey Raphaël, préposé des douanes.

Amekudji Marcellin, préposé des douanes.

Préalablement à toutes constatations, ces fonctionnaires prêteront serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

Prix de gros de diverses marchandises

			29 Oct. 1938	5 Nov. 1938	12 Nov. 1938
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	308,—	308,—	308,—
Avoines	—	—	96,50	97,50	96,62
Seigles de Beauce (départ)	—	—	120,50	119,50	117,50
Orge de Beauce (départ)	—	—	125,—	119,—	115,50
Maïs Indochine	Marseille	—	114,25	114,25	114,25
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	54,42	55,—	55,—
Riz, Saïgon n° 1	Le Havre	—	158,50	156,50	—
Pâtes alimentaires, 1 ^{re} choix	Lyon	—	635,—	635,—	635,—
Bœuf	La Villette	kg.	10,10	10,—	9,90
1 ^{re} — qualité	—	—	9,—	8,90	8,70
2 ^{re} — qualité	—	—	15,20	15,80	15,40
Veau	—	—	14,20	14,80	14,30
1 ^{re} — qualité	—	—	18,80	18,70	18,50
2 ^{re} — qualité	—	—	15,50	15,20	14,60
Mouton	—	—	13,58	13,86	13,86
1 ^{re} — qualité	—	—	12,42	12,86	12,86
2 ^{re} — qualité	—	—	—	15,—	—
Vin rouge, Béziers 9°	—	Le degré hectol.	—	10,—	—
Beurres	Paris	kg.	25,92	26,—	26,12
Charente, Poitou	—	—	25,50	25,68	25,65
Normandie, (centr.)	—	—	14,83	14,65	14,50
Fromages	—	—	12,50	12,50	12,88
Comté	—	—	—	—	—
Port-salut	—	—	—	—	—
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kgs.	492,50	492,50	490,—
Huile d'olive Tunisie	—	—	—	—	—
Sucre	Paris	—	296,25	303,50	302,50
Blanc n° 3	Lyon	—	517,50	517,50	517,50
Raffiné	Le Havre	50 kgs.	229,75	230,—	233,75
Café Santos good à l'entrepôt	—	—	222,—	221,50	—
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt	—	—	—	—	—
Fonte de moulage n° 3	Basa Longwy	la tonne	598,—	598,—	598,—
Aciers marchands	Paris	100 kgs.	157,—	157,—	157,—
Cuivre en lingots	Le Havre	—	1.093,—	1.071,—	1.094,—
Etain Détroits	—	—	4.470,—	4.475,—	4.522,—
Plomb, marques ordinaires	—	—	380,50	366,50	377,—
Zinc, bonnes marques	Le Havre ou Paris	—	366,50	350,—	356,—
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	la tonne	169,84	169,84	183,—
Coton américain	Le Havre	50 kgs.	447,—	444,50	445,—
Laine peignée	Roubaix	kg.	38,40	38,60	39,30
Lin de Russie C. A. F. ports français	—	100 kgs.	1.327,—	1.289,—	1.283,—
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe	—	—	595,—	595,—	595,—
Jute First mark, C. A. F. ports français	—	—	351,—	345,—	349,—
Soie grège Cévennes	Lyon	kg.	167,50	168,50	170,—
Peaux de bœufs	Paris	50 kgs.	317,09	317,09	317,09
Bœufs moyens	Le Havre	—	275,—	275,—	—
Rio de Janeiro, salés	—	—	—	—	—
Cuir à semelle	Paris	kg.	38,50	38,50	39,50
Suif indigène	—	100 kgs.	277,50	—	275,—
Alcool dénaturé	—	hectolitre	365,—	365,—	365,—
Carbonate de soude	—	100 kgs.	98,—	98,—	98,—
Nitrate de soude synthétique	Dunkerque	—	124,—	124,—	—
Benzol	Paris	—	168,03	168,03	168,03
Bois de charpente	—	le mètre	9,70	9,70	9,70
Sapin madrier	—	le m3.	630,—	630,—	630,—
Chêne	—	—	—	—	—
Caoutchouc	—	kg.	14,50	14,65	14,65
Savon blanc extra 72%	Marseille	100 kgs.	335,—	335,—	330,—
Sulfaté de cuivre	Bordeaux	—	—	—	—
Ciment Portland artificiel	Départ usine	la tonne	287,60	287,60	287,60

Textes publiés à titre d'information

Organisation du personnel des administrateurs des colonies

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies, ensemble les actes qui l'ont modifié, et notamment le décret du 20 février 1934;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 3 (§ 4) de l'article 6 du décret du 10 juillet 1920, modifié par le décret du 20 février 1934, fixant une limite d'âge pour l'admission au concours du stage à l'école nationale de la France d'Outre-Mer des adjoints principaux et adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux des colonies, est abrogé.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 juin 1937.

ALBERT LEBRUN

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

MARIUS MOUTET.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS Association des Anciens Combattants

PROCES-VERBAL

L'an mil neuf cent trente-huit et le vingt-huit octobre à 17 heures se sont réunis, dans la salle des délibérations de la mairie de Lomé, les anciens combattants de la guerre 1914-1918 convoqués par le comité provisoire, formé lors de la réunion préliminaire du 7 octobre 1938, en vue de la création au Togo d'une association des anciens combattants.

Sont présents :

Monseigneur Cessou	M.M. Robert
M. Gradassi	Roth
R.P. Blondé	Sanson
M.M. Charles	Siaut
Deseille	Siro
Ginet	Tessier
Lescellier	Dr. Urvois
Menou	Vuillet
Moquay	Isaac Louis
Piquelin	Sowoumane

Monsieur le Gouverneur Montagné, retenu par ses occupations, est excusé.

Sont également absents excusés :

M.M. Ambach	M.M. Lugan
Brassard	de St. Alary
R.P. Girard	Tavera
M. Horard	

Monseigneur Cessou, membre du comité provisoire, prend la parole et rappelle le but de la présente réunion. Les statuts de l'association du Dahomey, avec laquelle le comité provisoire s'était mis en relations, ont été reçus et ont servi de base à l'élaboration d'un projet de statuts pour l'association du Togo.

Monsieur Sanson, plus jeune membre présent, est désigné comme secrétaire provisoire à l'effet de donner lecture du projet de statuts ainsi élaboré.

Les articles du projet sont passés successivement en revue et sont approuvés à l'unanimité sous réserve des modifications ci-après :

Article 1^{er} — Paragraphe 1 — Préciser pour les T.O.E. que seule la période 1914-1918 est admise.

Article 7 — Réduire la composition du conseil d'administration à 5 membres au lieu de 6.

Article 8 — Ne prévoir qu'un seul secrétaire-adjoint en place de 2.

Article 9 — Ajouter dans les attributions du président « il ordonnance les dépenses après approbation du bureau ».

Ajouter dans les attributions du trésorier « chaque année à l'assemblée générale, il présente le compte de gestion après approbation du conseil d'administration. »

Le projet de statuts ainsi modifié et adopté à l'unanimité sera soumis à l'approbation du Commissaire de la République.

Après quoi, il est décidé, afin de gagner du temps en raison de la proximité de la fête du 11 novembre, de procéder à l'élection des membres du bureau, avant l'approbation des statuts par le chef du territoire et sous réserve de cette approbation.

Tout d'abord, l'unanimité des voix s'accorde pour demander au Gouverneur Montagné, Commissaire de la République au Togo, de bien vouloir accepter la présidence d'honneur.

Le scrutin secret donne ensuite les résultats suivants :

M. Tessier ayant dû quitter la réunion, le nombre de votants est de dix-neuf — Majorité absolue 10.

1^o — Election d'un président.

Monseigneur Cessou, qui préside la présente séance, demande que les suffrages ne se groupent pas sur son nom.

Obtiennent :

M. Gradassi	8 voix
M. Menou	7 voix
Monseigneur Cessou	2 voix
M. Siro	1 voix
Dr. Urvois	1 voix

ballottage

2^o tour — Obtiennent :

M. Menou	14 voix	M. Menou est élu
M. Gradassi	2 voix	
Dr. Urvois	2 voix	
Mgr. Cessou	1 voix	

2^o — Election d'un vice-président — Obtiennent :

Mgr. Cessou	16 voix	Mgr. Cessou est élu
M. Lescellier	1 voix	
M. Siro	1 voix	
Dr. Urvois	1 voix	

3^e — Election d'un trésorier — Obtiennent :

M. Siaut	8 voix
M. Charles	7 voix
M. Vuillet	2 voix
M. Gradassi	1 voix
M. Lescellier	1 voix

*ballottage*2^e tour — Obtiennent :

M. Charles	11 voix	M. Charles est élu
M. Siaut	6 voix	
M. Siro	2 voix	

Monsieur Horard arrivant à 18 h. 15 est invité à prendre part au vote, ce qui porte à 20 le nombre des votants et à 11 la majorité absolue.

4^e — Election d'un secrétaire — Obtiennent :

M. Sanson	19 voix	M. Sanson est élu
M. Lescellier	1 voix	

5^e — Election d'un secrétaire-adjoint — Obtiennent :

M. Roth	8 voix
M. Lescellier	6 voix
M. Siro	3 voix
M. Robert	2 voix
R.P. Blondé	1 voix

*ballottage*2^e tour — Obtiennent :

M. Roth	12 voix	M. Roth est élu
M. Robert	3 voix	
M. Lescellier	2 voix	
M. Siro	2 voix	
Dr. Urvois	1 voix	

A la suite de ces résultats, le bureau se trouve ainsi formé :

Président	M. Menou
Vice-président	Mgr. Cessou
Trésorier	M. Charles
Secrétaire	M. Sanson
Secrétaire-adjoint	M. Roth

Monsieur Menou prend la parole et remercie ses camarades du front de la marque de confiance qu'ils lui ont manifestée.

Avant de clore la séance, il met aux voix un projet de banquet à l'occasion de la fête du 11 novembre.

Après échange de vues, ce projet est adopté. La date du banquet est en principe fixée au 12 novembre, et il est décidé que les dames ne participeraient pas à cette réunion.

Un comité spécial sera formé pour la mise au point de ce projet.

La séance est levée à 19 heures.

Fait à Lomé, le vingt-huit octobre mil neuf cent trente huit.

Le Secrétaire, SANSON Le Président, MENOU

DOMAINES

**Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, en mains du conservateur soussigné, dans le délais de trois mois, à

compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1084, déposée le 12 novembre 1938 le sieur Helcias da Coasta Soarés, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Porto-Novo, agissant en qualité de mandataire des sieurs et dames :

1^{er} — Thérèse Trézise, sans profession demeurant à Lomé, épouse divorcée de M. Eugène Lebrun;

2^e — John Trézise, sans profession demeurant à Lomé;

3^e — Vicentia Trézise, sans profession demeurant à Lomé;

4^e — James Trézise, employé de commerce, demeurant à Minna (Nigéria);

5^e — Ignatio Trézise, employé auxiliaire à l'enseignement, demeurant à Lomé;

6^e — Francisco Trézise, sans profession, célibataire, demeurant à Lomé;

les cinq derniers ayant capacité suffisante aux fins des présentes, conformément à leur statut personnel indigène, comme majeurs non interdits.

La dame Thérèse Trézise, a acquis la nationalité française par son mariage et l'a conservée nonobstant le divorce.

A demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un polygone irrégulier, complanté, en partie, de cocotiers; d'une contenance totale de 15 ha. 52 ares 12 centiares situé à Baguida subdivision de Lomé, cercle du sud et borné au nord par terrain à la famille Apaloo, Yovo et Kunaké Akplaka, à l'est par Kunaké Akplaka, au sud par Kunaké Akplaka et par la voie ferrée Lomé Anécho à l'ouest par terrain à Chartey et par Apaloo;

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels

Le conservateur de la propriété foncière,

CH. VUILLET.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mercredi 28 décembre 1938 à dix heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, lieu dit Payimé, cercle d'Anécho consistant en un terrain rural, non bâti, affectant la forme d'un pentagone irrégulier, complanté de cocotiers; d'une contenance de un hectare 80 ares 24 centiares, et borné au nord par terrain à Anaté et Tychus Lawson, à l'est par terrain à Agudé, au sud par terrain à Akakpo Sitti et la dame Kudémé, à l'ouest par terrain à Charles de Souza.

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Helcias da Coasta Soarés, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Porto-Novo (Dahomey) agissant en vertu du pouvoir régulier en qualité de mandataire des héritiers Ignatio Trézise, suivant réquisition du 24 septembre 1938, n° 1081.

Le samedi 31 décembre 1938 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, commune-mixte de Lomé, cercle

du sud, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, portant une maison d'habitation avec dépendances, etc, d'une contenance de 4 ares 80 centiares, et borné au nord par l'avenue des Alliés, à l'est par terrain à Magdeleine Apedomessi, au sud par terrain à la dame Thérèse Mewolassé, à l'ouest par terrain à Daniel Toffa.

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akovi, profession de blanchisseur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel, suivant réquisition du 3 octobre 1938, n° 1082.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ch. VUILLET

AVIS

de Vente aux Enchères Publiques

Aux dates ci-après indiquées à 10 h. 30, au garage central de Lomé, il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, des divers véhicules ci-après désignés :

I. — 11 décembre 1938

- 1° — Camionnette Peugeot T.T. 365 6 CV. 400 kgs. mise à prix 1.000 francs.
- 2° — Torpedo Delaunay T.T. 63 11 CV. 400 kgs. mise à prix 1.000 francs.
- 3° — Torpedo Citroën B. 14 T.T. 198 9 CV. 400 kgs. mise à prix 1.500 francs.
- 4° — Camion Latil T.T. 600 14 CV. 1.500 kgs. mise à prix 250 francs.

II — 18 décembre 1938

- 1° — Torpedo Delaunay T.T. 66 11 CV. 400 kgs. mise à prix 1.000 francs.
- 2° — Camionnette Citroën T.T. 482 800 kgs. mise à prix 2.500 francs.
- 3° — Camion Latil T.T. 594 14 CV. 1 500 kgs. mise à prix 250 francs.
- 4° — Torpedo Citroën C. 6 T.T. 410 14 CV. mise à prix 3.000 francs.

III. — 27 décembre 1938

- 1° — Torpedo Delaunay T.T. 49 11 CV. 400 kgs. mise à prix 500 francs.
- 2° — Torpedo Citroën C. 4 T.T. 424 10 CV. mise à prix 2.000 francs.
- 3° — Torpedo Citroën C. 4 T.T. 485 10 CV. mise à prix 2.000 francs.

Les divers véhicules qui se trouvent au garage central à Lomé, pourront être examinés par les acheteurs éventuels, tous les après midi de 15 heures à 17 heures, à partir de 5 décembre 1938.

Les véhicules ne pourront être essayés que le jour de la vente. Il sera perçu 5% en sus du prix principal.

Le prix principal et le pourcentage en sus devront être payés, à la caisse du receveur des domaines à Lomé avant la livraison et au plus tard le lendemain de la vente, sauf dispositions contraires qui seront, le cas échéant, annoncées avant la séance.

A Lomé, le 24 novembre 1938

Le receveur des domaines,
Ch. VUILLET.